



## LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE **Vers des transactions sans cash d'ici 2028**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



## GHRIEB À CHLEF **Poser les bases de l'industrie mécanique**

Lire l'article de E. H. D. page 3



## UN NOUVEL ARSENAL JURIDIQUE ANNONCÉ **Urbanisme, constructions inachevées...**

Lire l'article de A. Z. page 4



## TAMANRASSET **Une cellule terroriste démantelée** P.4

## TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED **Neuf individus en détention provisoire pour trafic d'armes** P.4



## Ghaza Les aides humanitaires insuffisantes

Mohamed Mehdi

Vendredi, 8<sup>e</sup> jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les échanges de prisonniers décédés se sont poursuivis entre la Résistance palestinienne et l'entité sioniste, dans le cadre de la première phase du « plan de paix » de Donald Trump. Comme à son habitude, et bénéficiant du silence complice des Etats-Unis, Israël continue ses massacres à Ghaza. Le dernier en date a eu lieu le vendredi. Vers 16h (localement), la Protection civile de Ghaza a annoncé que « l'occupation israélienne a ciblé un minibus transportant une dizaine de personnes avec des obus d'artillerie à l'est du rond-point Koweït, rue Salah al-Din, dans le quartier d'al-Zeitoun, au sud de la ville de Ghaza ».

« Un garçon blessé a été secouru, tandis que le sort des autres reste inconnu en raison de la dangerosité des opérations dans cette zone. Une coordination est en cours avec les agences internationales compétentes pour atteindre le site ciblé », affirme encore le communiqué de la Protection civile publié sur Telegram. Dans son rapport statistique quotidien sur le nombre de victimes de l'agression sioniste contre Ghaza, le ministère de la Santé a fait état de 29 martyrs et 10 blessés arrivés dans les hôpitaux de l'enclave au cours des précédentes 24 heures (mercredi). Parmi les 29 martyrs, les corps de 22 ont été retrouvés sous les décombres, 3 ayant succombé à leurs blessures, et 4 autres ciblés directement par les forces d'occupation après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Jusqu'à jeudi, le bilan du génocide israélien à Ghaza s'est élevé à 67.967 martyrs et 170.179 blessés depuis le 7 octobre 2023, note le document. Par ailleurs, le ministère précise que depuis le cessez-le-feu, le 11 octobre 2025 et jusqu'au 15 du même mois, les attaques de l'armée israélienne ont fait 23 martyrs et 122 blessés, et que pendant la même période 381 corps ont récupéré sous les décombres dans différentes parties de Ghaza. En outre, le ministère affirme que « 30 corps non identifiés ont été remis par l'occupation », dans le cadre de l'accord d'échange des détenus, portant le nombre total de corps reçus par l'occupation à 120, répartis en trois lots (45 + 45 + 30). Après avoir réceptionné les corps, le ministère de la Santé a invité, jeudi, « toute personne ayant identifié les martyrs grâce à leurs effets personnels ou à des signes distinctifs » sur les photos publiées sur son site Web à le déclarer au « Comité de gestion des martyrs à l'hôpital de campagne du complexe médical Nasser (côté ouest) ». Les images publiées le site du ministère de la Santé montrent de nombreux corps d'otages palestiniens remis par l'entité sioniste sont carbonisés, présentant des traces évidentes de torture (yeux bandés, mains attachées derrière le dos, et des parties complètement déformées). Toujours à propos des opérations d'échange des corps, les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Mouvement Hamas, ont annoncé, mercredi après-midi, qu'ils allaient procéder à la restitution, le jour même à 22h de « deux autres corps de prisonniers israéliens dans la bande de Ghaza ». « La résistance a respecté l'accord et a restitué tous ses prisonniers vivants ainsi que les corps qu'elle a pu atteindre », affirme Al-Qassam, ajoutant que les opérations « de recherche et de récupération des corps

restants nécessitent des efforts importants et un équipement spécial », assurant que mettre « tout en œuvre pour clore ce dossier ».

### LES AIDES HUMANITAIRES ENTRÉES À GHAZA SONT ENCORE EN DESSOUS DES BESOINS

Le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza a annoncé, jeudi, que « 480 camions d'aide humanitaire sont entrés dans l'enclave, le mercredi 15 octobre », précisant que « le convoi comprenait 3 camions de gaz de cuisine et 6 camions de diesel destinés au fonctionnement des boulangeries, des générateurs et des hôpitaux », après une blocus prolongé de plus de six mois imposé par l'occupation génocidaire israélienne. « Nous constatons que les quantités entrées restent très limitées, ne représentant qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins, et ne répondent même pas aux besoins humanitaires et vitaux minimums de plus de 2,4 millions de personnes dans la bande de Ghaza », estimés à « 600 camions d'aide par jour » de « manière urgente, régulière et ininterrompue », notamment des « fournitures médicales et de secours ». Le communiqué indique que « les agences gouvernementales continuent de coordonner avec les organisations humanitaires et de secours internationales pour organiser l'entrée et la distribution équitable de l'aide humanitaire, en garantissant son accès à toutes les installations vitales et au peuple palestinien ».

### LE HAMAS APPELLE LES MÉDIATEURS À POURSUIVRE L'APPLICATION DE L'ACCORD DE Cessez-le-feu

Le Mouvement de la Résistance islamique (Hamas) a appelé, vendredi, les médiateurs à poursuivre « leur rôle de suivi de la mise en œuvre des dispositions restantes de l'accord » de cessez-le-feu. « Nous appelons les médiateurs afin qu'ils achèvent leur rôle de suivi de la mise en œuvre des dispositions restantes de l'accord, notamment celles relatives à l'entrée de l'aide humanitaire en quantités suffisantes, à la satisfaction de tous les besoins essentiels des citoyens de la bande de Ghaza, à l'ouverture du point de passage de Rafah dans les deux sens aux citoyens », lit-on dans le communiqué. Le Mouvement appelle aussi les médiateurs « à travailler au lancement, en toute urgence, de l'opération de reconstruction (de Ghaza), notamment par l'introduction de logements (préfabriqués, ndlr) et autres infrastructures, notamment des hôpitaux, des écoles et des établissements de services ». Le communiqué souligne également « la nécessité de finaliser immédiatement la formation du Comité de soutien communautaire, composé d'indépendants désignés au niveau national, afin qu'il entame ses travaux d'administration de la bande de Ghaza, et à l'achèvement du retrait des forces d'occupation vers les positions convenues ». L'appel du Hamas s'adresse aussi à tous ceux qui « participent aux campagnes de solidarité et aux activités populaires » à « continuer leurs actions en faveur du peuple Palestinien », ainsi qu'à la poursuite des « procédures (judiciaires) visant à punir les criminels et les auteurs de crimes de guerre » israéliens, du « boycott sous toutes ses formes » et de « l'isolement de l'occupation et de ses dirigeants ».

## Réunion des Non-alignés L'Algérie répond aux putschistes du Mali

La délégation algérienne a exercé mercredi lors de la réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés tenue à Kampala, la capitale de l'Ouganda, son droit de réponse en réaction aux propos du ministre des Affaires étrangères du régime putschiste du Mali visant l'Algérie. L'un des porte-voix de la junte qui sévit au Mali s'est permis quelques remarques, autant désobligeantes qu'infondées, à l'égard de l'Algérie.

Il aurait été peut-être plus approprié de répondre à ces remarques par le silence méprisant qu'elles méritent. Il s'agit là de mensonges éhontés et de contre-vérités qui ne se donnent même pas la peine de

se parer de la vraisemblance. Et de fait, les putschistes de Bamako sèment des mensonges de plus en plus grossiers au gré de leurs déconvenues et de leurs échecs qui se multiplient et montent en cadence. Cependant, cette assemblée respectable a le droit de connaître ce qui se passe réellement au Mali et que les putschistes s'emploient désespérément à cacher. Au Mali, il y a une junte qui a commis un changement inconstitutionnel qui lui vaut sa mise au ban de l'Union africaine. Cette junte n'a qu'une obsession, celle de s'absoudre de tous ses échecs -et ces échecs ne se comptent plus- et en faire porter la responsabilité à d'autres. C'est la bonne vieille stra-

tégie du bouc émissaire que les putschistes de Bamako remettent au goût du jour, sans beaucoup de succès il faut bien le dire. Tout le monde dans le voisinage du Mali et au-delà sur l'ensemble du continent africain vous le dira : cette junte a porté malheur au Mali.

Elle est à l'origine, elle est le seul auteur et elle est le seul responsable de ce que sa quête vorace pour le pouvoir coûte à ce pays frère en instabilité, en insécurité et en régression économique et sociale. Au Mali, il y a cela et rien que cela. Le reste n'est que manœuvre dilatoire et acte de diversion de la part d'une junte mal-inspirée dont personne n'est dupe.

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

« La seule vraie guerre de Libération du monde arabe est la guerre de Libération de l'Algérie ».

Quand le poète syrien Adonis prononce ces mots, il ne rendait pas hommage à un simple épisode historique, mais à une vérité plus vaste : celle d'un peuple qui fit de sa souffrance une épopée, de son silence une parole, de sa dignité une arme.

Une déclaration, lourde de sens, qui m'a longtemps habité. Pourquoi l'Algérie ? Pourquoi cette terre, brûlée par le soleil et par l'histoire, a-t-elle su incarner à ce point, la lutte pour la liberté ? J'ai compris alors que la guerre d'Algérie n'était pas un soulèvement soudain, mais l'aboutissement d'un siècle de résistance, un cri mûri dans les entrailles du temps, forgé par la douleur, l'humiliation et l'espérance.

En 1830, lorsque les troupes françaises débarquèrent à Sidi Fredj, ce n'était pas seulement une invasion militaire : c'était le début d'une entreprise d'effacement. Le colonialisme voulait non seulement s'emparer du sol, mais aussi des âmes. Il voulait déraciner la mémoire, effacer la langue, briser la spiritualité d'un peuple fier et complexe. Mais dès 1832, l'Émir Abdelkader leva l'étendard de la résistance. Philosophe et guerrier, mystique et stratège, il opposa à la barbarie, la grandeur morale, à la conquête l'idée d'honneur. Même vaincu, il enseigna à son peuple que la vraie défaite est celle du cœur, pas celle des armes.

Ainsi naquit la première pierre d'une longue épopée : la conscience d'être libre, même enchaîné. Les décennies qui suivirent furent un long cortège de révoltes et de douleurs : l'insurrection de Mokrani et de Cheikh El Haddad en 1871, noyée dans le sang ; les résistances de Bouamama dans le Sud ; les révoltes paysannes étouffées ; les déportations en Nouvelle-Calédonie. Chaque répression creusait une blessure, mais aussi une racine. Chaque martyr devenait un souffle qui nourrissait la génération suivante. Dans les mosquées, dans les zaouïas, dans les montagnes, la flamme ne s'éteignait pas : elle se transmettait, silencieuse et tenace. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, quand la colonisation croyait avoir réduit le peuple algérien à un simple décor de son empire, une autre bataille commença : celle de la mémoire et de l'identité. Des hommes comme Ben Badis, Messali Hadj, Ferhat Abbas ou El Oqbi redonnèrent aux Algériens la fierté d'être eux-mêmes. « L'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie » : cette phrase de Ben Badis devint un serment national. La lutte se déplaça alors du fusil au mot, du champ de bataille à la conscience. Et quand, en novembre 1954, la flamme reprit corps dans les montagnes des Aurès, ce n'était pas le début d'une guerre : c'était l'accomplissement d'un destin. Des hommes jeunes, presque sans moyens, décidèrent de rompre le silence d'un siècle. Ils savaient que la route serait longue, sanglante, inhumaine, mais ils savaient aussi que la liberté ne se donne pas : elle se conquiert.

Leurs noms résonnent encore comme des prières : Didouche Mourad, Larbi Ben M'hidi, Abane

### La seule vraie guerre de Libération ...

Ramdane, Zighoud Youcef. Leurs visages, gravés dans la mémoire du peuple, ne sont pas ceux de héros de légende, mais d'êtres humains qui

ont fait de leur vie un acte de foi. La France, aveuglée par son orgueil, répondit par la torture, par la guerre psychologique, par les massacres. Mais comment vaincre un peuple qui a choisi de mourir debout ? Chaque exécution, chaque prison, chaque cri arraché dans les geôles alimentait la conviction que la dignité ne se négocie pas. Lorsque Didouche Mourad déclara de son vivant : « Si nous venons à mourir, défendez nos mémoires », il scella le pacte d'un peuple tout entier avec l'histoire.

En 1962, après 132 ans d'occupation, la France signa les Accords d'Évian. Ce jour-là, ce ne fut pas seulement un empire qui tomba, mais une certaine idée de l'homme qui triompha. L'Algérie redevenait elle-même, et le monde entier la regardait. De Hanoï à La Havane, de Soueto à Ghaza, le nom d'Alger devint un symbole : la capitale de la dignité. Les révolutionnaires du monde y trouvaient refuge, les peuples opprimés y trouvaient espoir. L'Algérie devint la « Mecque des révolutionnaires », non par idéologie, mais par fidélité à son passé. Car avoir connu la colonisation, c'est comprendre la douleur des autres. Avoir vaincu l'oppression, c'est savoir que la liberté des uns ne vaut rien sans celle des autres.

Ainsi, dans sa Constitution, l'Algérie fit du soutien aux peuples en lutte une constante, un principe moral, presque sacré. Mais la liberté ne s'arrête pas aux frontières. Elle n'est pas une trophée à exhiber, mais une exigence à entretenir. Après l'indépendance, les défis furent nombreux : reconstruire, instruire, réconcilier. Mais malgré les blessures, malgré les désillusions, le peuple algérien demeura fidèle à l'esprit de Novembre. Car la liberté, pour lui, n'est pas une conquête achevée, c'est une vigilance intérieure, une responsabilité envers la mémoire.

Aujourd'hui encore, quand l'injustice frappe ailleurs, quand la Palestine gémit, quand l'Afrique saigne, l'Algérie se souvient. Son histoire lui commande de se tenir du côté de ceux qui résistent, non par calcul politique, mais par devoir moral. Être Algérien, c'est porter en soi cette fidélité à la douleur des autres.

C'est refuser l'indifférence, car l'indifférence est une autre forme de colonisation. Adonis avait raison : la guerre d'Algérie est la seule vraie guerre de Libération du monde arabe, non parce qu'elle fut la plus sanglante, mais parce qu'elle fut la plus lucide, la plus totale, la plus humaine. Elle fut la victoire de l'esprit sur la peur, du peuple sur l'histoire, du silence sur le vacarme des armes. Et aujourd'hui, quand on écoute le vent qui passe sur les montagnes des Aurès, il semble encore murmurer le serment des anciens : « Nous avons souffert pour que la lumière soit possible. À vous, maintenant, de la garder vivante. » Car la liberté n'est pas un héritage : c'est une flamme. Et cette flamme, en Algérie, ne s'éteindra jamais.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.: Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>

**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)

[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)

[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)

[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Ghrieb à Chlef Poser les bases de l'industrie mécanique

Chargé par le président de la République, le Premier ministre Sifi Ghrieb a effectué jeudi une visite de travail dans la wilaya de Chlef Depuis la capitale du Cheliff, le Premier ministre a affirmé que l'Algérie avait commencé à poser les bases de l'industrie mécanique, en concrétisation des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à bâtir une industrie nationale intégrée dans ce domaine.

El-Houari Dilmi

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de travail, le Premier ministre a souligné l'attachement du gouvernement à «lancer une véritable industrie mettant à contribution l'ensemble des acteurs de la sous-traitance», affirmant que «l'Algérie a commencé à poser les bases de l'industrie mécanique». Soulignant que les instructions du président de la République «constitueront le point de départ de tout programme gouvernemental», Ghrieb a appelé l'ensemble des départements ministériels à veiller à la mise en œuvre de ces programmes. Il a, en outre, fait savoir que ses services s'attelaient à «programmer d'autres étapes économiques pour traduire les efforts du gouvernement en chiffres».

La visite du Premier ministre a comporté trois étapes. La première au complexe industriel CAPTEN à Ténès, spécialisé dans la fabrication des conserves de produits de la pêche, qui s'inscrit dans le cadre de la récupération des fonds et biens confisqués par des décisions de justice définitives, en application des engagements du président de la République. Inspectant ce complexe industriel relevant du groupe AGRODIV, le Premier ministre a souligné la nécessité d'«accélérer le processus de relance de cette unité industrielle et de mise en œuvre de ses projets d'extension, en vue de contribuer à la création d'emplois dans la wilaya». Il a exhorté les responsables du projet à «élaborer, d'ici la semaine prochaine, une feuille de route précisant les délais d'extension, les enveloppes budgétaires allouées à cet effet et les perspectives de partenariats envisageables». Le Premier ministre a, également, procédé à l'inauguration d'une unité de fabrication de bus, de camions et de pièces détachées pour véhicules, au sein de l'usine PENG-PU, dans la commune d'Oum Drou. Après avoir suivi un exposé sur cette unité, le PM a souligné que ce projet s'inscrivait dans le cadre de la modernisation du parc national, conformément aux orientations et décisions du président de la République, en vue de «contribuer à couvrir les besoins du marché national, en conformité avec le cahier des charges établi en concertation avec l'ensemble des industriels locaux». Il a assuré, à cet égard, que ses services suivront rigoureusement toutes les démarches visant à augmenter le taux d'intégration, afin d'éviter de

reproduire les expériences antérieures. Ghrieb a invité, dans ce sens, les industriels à «dresser une liste des composants actuellement importés, en vue de les produire localement par des entreprises nationales, ce qui renforcera la main-d'œuvre locale».

### PASSAGE À L'ACTION POUR L'IMPORTATION DE 10.000 BUS

Le Premier ministre a, par ailleurs, insisté sur «la nécessité d'œuvrer à augmenter le taux d'intégration selon les standards internationaux, de manière à pouvoir le vérifier sans remettre en doute les chiffres», saluant les engagements pris par les industriels, dans le cadre d'«une démarche nationale visant à asseoir une véritable industrie dans tous les secteurs». Dans une déclaration à la presse, Lyes Ali Wahid, responsable au sein de cette unité industrielle, a précisé que cette structure dotée d'une capacité de production de 5.000 camions et d'environ 3.000 bus par an contribuera au renforcement du parc national. «Cette unité industrielle a atteint un taux d'intégration de 10% et compte le porter à 40%» a-t-il fait savoir. Le Premier ministre a également présidé une cérémonie de remise d'autorisations dans le cadre de l'importation de 10.000 bus, en application des mesures décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la République visant à renforcer le parc national de transport, notamment le transport public. Par la même occasion, des conventions ont été signées entre la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat Ouest (BSTPO) et des représentants d'usines de pièces de rechange et de sous-traitants locaux, en vue d'augmenter le taux d'intégration nationale dans le domaine de l'industrie mécanique et d'étendre cette expérience à d'autres produits à l'avenir.

A Oued Sly, troisième étape de sa visite, le Premier ministre a inspecté le projet de l'Unité de réhabilitation et d'extension des équipements de production de verre de table au niveau de la nouvelle verrerie de Chlef NOVER, filiale de l'Entreprise nationale des verres et abrasifs (ENAVA), où il a souligné la nécessité d'«accélérer l'intégration de cette unité dans la démarche de renforcement de la production nationale et de réduction de l'importation de ces produits».

## Algérie Poste Le concours de recrutement organisé avant la fin du mois

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé, jeudi à Alger, que le concours de recrutement d'Algérie Poste (AP) "sera organisé avant la fin du mois d'octobre courant".

Lors d'une séance plénière du Conseil de la nation, présidée par M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, consacrée aux questions orales à plusieurs membres du Gouvernement, M. Zerrouki a précisé que le concours de recrutement d'Algérie Poste "sera organisé avant la fin de ce mois-ci", ajoutant que "toutes les conditions ont été réunies pour organiser un concours aux normes requises".

A une question sur la couverture du réseau de téléphonie mobile de certains axes routiers dans le Sud du pays, le ministre a affirmé que "la couverture du réseau de téléphonie fixe et mobile figure parmi les priorités du secteur dans le cadre de la feuille de route issue des hautes orientations du président de la République, M.

## 17 octobre 1961 Le message du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, jeudi, l'engagement des enfants de la communauté nationale à travers le monde à participer à la dynamique des transformations économiques que connaît l'Algérie et à prendre part au processus de renouveau national.

Dans un message à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, marquant le 64e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961, le président de la République a adressé ses salutations aux "enfants de notre communauté nationale à travers

le monde, qui portent l'amour et la fidélité à l'Algérie dans leur cœur, et qui honorent leur engagement en participant à la dynamique des transformations économiques en cours dans le pays, mus par la volonté de prendre part au processus de renouveau national et d'édification de l'Etat national moderne auquel aspire le brave peuple algérien".

Dans son message, le président de la République a affirmé que le 17 octobre 1961, date des massacres perpétrés par les autorités coloniales

françaises contre les membres de la communauté nationale à Paris, est "une journée gravée dans la mémoire nationale, témoignant de l'engagement des émigrés algériens en faveur de la glorieuse Révolution de libération, qui, après sept années de lutte armée, s'était érigée en épopée d'émancipation, une épopée qui a drainé, par l'ampleur et la résonance de son élan révolutionnaire, le soutien des peuples épris de liberté à travers le monde".

En cette halte annuelle, le président de la République s'est recueilli "à la mémoire de la génération de militants nationaux à l'étranger durant la glorieuse guerre de libération nationale qui nous ont quittés, et à la mémoire des valeureux martyrs".

## Tebboune reçoit Djamila Bouhired

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi au siège de la Présidence de la République, la moudjahida Djamila Bouhired.



Boumédiene Sid-Lakhdar

Nommer les générations en fonction de deux bornes calendaires, la date de naissance jusqu'à la date qui la clôture, est apparue dans les oreilles du public depuis assez peu de temps. Dans ce départ de connaissance, nous avions entendu, dans toutes les bouches des journalistes et autres intervenants, l'appellation de génération X. Nés entre 1965 et 1979. Pour La fin de la génération on nous précise souvent que c'est à peu près la date de fin. Par déduction, je m'étais dit que le début de la génération X n'était, lui aussi, qu'approximatif. Le calcul est rapide, il s'agit d'environ 10 ans pour cette tranche d'âge. Par considération de l'approximation je serais logiquement rangé dans la génération W puisque je suis né en 1955. Ma vie aurait donc commencé par une double approximation. Aucune autre lettre que le W n'est doublée dans l'alphabet. Par un esprit pervers mais malicieux, je me suis alors dit qu'il était bien vrai que cela traduisait mon ambivalence. Je suis d'une génération de double culture si on ne prend en considération que la langue. Ma vie a donc commencé par une hésitation, de quelle génération j'étais ? Celle d'après-guerre ou celle de la télévision Radiola ? Celle de Tino Rossi ou celle qui allait connaître les Beatles ? Comme chacune avait un bornage en fonction de la différence de culture et de désirs, je me suis précipité pour connaître ceux qui étaient censés être la prédestinée de ma personnalité. Un peu comme madame Irma et son horoscope en usage depuis des dizaines de siècles. Il y aurait le secret de mon avenir. Me voilà de nouveau dans une recherche. Quel choc ! Mes chers lecteurs, je n'y étais pas. Plus que l'ambivalence, je n'existais pas. La génération W n'est pas référencée dans la nomenclature. Je suis donc non seulement inclassable mais même pas rangé dans le désordre de la bibliothèque des générations. L'état civil, à cette époque, était pourtant bien existant pour la Communauté musulmane d'Algérie. Le recensement du début du vingtième siècle l'avait bien établi. Même si beaucoup ont été identifiés avec des noms étonnants, la date de la sécheresse, des sau-

### Je n'existe pas

terelles ou celle de la construction du pont, ils existent. J'ai alors crié au monde que j'étais bien né le 3 septembre 1955 à Saïda et que j'avais un acte de naissance. Rien à faire, je n'ai pas pu apparaître dans la génération W, elle n'existait pas.

Bon sang, pourquoi ? Eh bien parce que cette façon de nommer une génération n'était apparue que postérieurement avec le roman de Douglas Coupland sous le titre « Génération X ». Pour lui, elle était inconnue, d'où le x, par le fait qu'elle était difficile à définir puisqu'elle faisait suite à la génération d'après-guerre. Subitement, je commençais à comprendre la signification de ce qu'on me lançait à la figure, tu ne fais rien comme les autres. Je sais maintenant que je ne suis pas les autres puisque je ne suis pas identifié dans le recensement des populations humaines.

Comme l'auteur du livre ne savait pas définir la génération précédente, il l'a tout simplement nommée, la génération des Baby-Boomers. Pourquoi ? Parce que les lendemains de guerres, de graves crises ou calamités, la pyramide des âges constate toujours une explosion des naissances. Boomer pour le boom, soit une explosion, Baby, pour bébé. Comme boom j'en ai franchement connu des plus grands, nous n'étions à cette date que deux frères.

Comme l'auteur du livre ne savait pas définir la génération précédente, il l'a tout simplement nommée, la génération des Baby-Boomers. Pourquoi ? Parce que les lendemains de guerres, de graves crises ou calamités, la pyramide des âges constate toujours une explosion des naissances. Boomer pour le boom, soit une explosion, Baby, pour bébé. Comme boom j'en ai franchement connu des plus grands, nous n'étions à cette date que deux frères.

Je vais dire au troisième qu'il fasse gaffe, il est lui-aussi né sur la frontière hésitante suivante, celle de 1965. Il serait Baby-Bomer sans le savoir.

Cerise sur le gâteau, puisque je suis retraité en France et suite à la crise économique que vous connaissez, l'ancien Premier ministre, François Bayrou, avait déclaré que les retraités, soit les Baby-Boomers, avaient été privilégiés par une croissance forte de leur l'époque, il fallait les mettre à contribution.

La France va mal, elle veut faire payer aux morts des contributions puisque nous n'existons pas. Mais j'ai un sourire narquois de vengeance, la classification alphabétique en est au Z. Que va-t-on faire maintenant. Je propose l'alphabet hiéroglyphe pour la suite. Mince, les Egyptiens de l'antiquité sont morts, ils n'existent plus eux aussi. On va faire payer qui ? Cheh !



## Un nouvel arsenal juridique annoncé Urbanisme, constructions inachevées...

A. Z.

L'environnement urbanistique devrait connaître une amélioration majeure dans les prochaines années grâce à l'arsenal juridique en voie de finalisation. « Un arsenal juridique qui transformera, dans les prochaines années, le paysage urbain », a soutenu le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, devant les sénateurs. Précisant dans ce sens que la nouvelle loi sur l'urbanisme qui sera bientôt soumise au Parlement, permettra de résoudre de nombreuses problématiques soulevées dans ce domaine, ajoutant que son département prépare également un autre projet de loi sur les constructions inachevées.

S'exprimant lors d'une plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, présidée par M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djillali et de plusieurs membres du gouvernement, M. Belaribi a présenté des statistiques concernant plusieurs dossiers, dont celui lié à la régularisation des constructions inachevées qui définissent le paysage urbain. Révélant à ce propos que plus de 1,165 million de dossiers déposés au niveau des Commissions de daïras, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi 08-15, dont 86 % ont été examinés, a-t-il précisé. Parmi l'ensemble de ces dossiers, 46 % ont été acceptés et des permis d'urbanisme ont été délivrés pour 26 % d'entre eux, a-t-il ajouté, précisant que son département, en coordination avec les services du ministère de l'Intérieur, œuvre à renforcer le travail des commissions chargées de l'examen des dossiers.

Concernant les infractions à la loi sur la construction et l'Urbanisme, M. Belaribi a révélé que plus de 85.000 PV d'infraction ont été dressés entre 2020 et 2024, et que les services des Collectivités locales ont procédé à 3.589 opérations de démolition.

Un projet de texte réglementaire est en cours d'élaboration afin de traiter l'ensemble des problématiques soulevées dans ce domaine, a-t-il ajouté. L'opération de mise en conformité des constructions et de leur achèvement fait l'objet d'un suivi particulier de la part du ministère, qui a initié plusieurs lois, décrets et instructions interministérielles visant à endiguer ce phénomène, a fait savoir M. Belaribi. Il a, à cet égard, salué la décision du président de la République d'intégrer la Direction générale de l'Aménagement du territoire au sein de son département ministériel (auparavant rattachée au ministère de l'Intérieur).

### UNE VISION GLOBALE DE L'URBANISME

Cette direction, a-t-il précisé, s'emploie actuellement à étudier plusieurs plans qui offriront une vision globale de l'Urbanisme. Elle mène également une étude spécifique sur le réaménagement et la restructuration des couloirs le long de l'autoroute Est-Ouest, à même d'améliorer les façades urbaines, de réorienter les investissements immobiliers et urbains vers ces couloirs et de renforcer l'attractivité des espaces adjacents à cette autoroute. Quant à la mise en œuvre de la décision du président de la République, portant relèvement de l'aide au logement rural, à 1,1 million de DA pour les régions montagneuses des wilayas du Nord, des Hauts

Plateaux et du Sud, M. Belaribi a expliqué que cette mesure nécessite une révision des décrets exécutifs ainsi que des textes réglementaires relatifs au classement des communes en fonction de leur nature géographique.

Ainsi, un groupe de travail entre les ministères de l'Habitat, des Finances et de l'Intérieur a été mis en place, sur instruction du Premier ministre, en juillet dernier, afin de finaliser les études relatives au classement des communes, a-t-il précisé, ajoutant que cette opération, effectuée par des experts et des techniciens, sera achevée « avant la fin de l'année en cours. »

S'agissant des aides accordées au Logement rural et à l'auto-construction, dans le cadre des lotissements sociaux, le ministre a indiqué que leur nombre a dépassé 580.000 aides entre 2020 et 2024, tandis que le stock d'aides non encore concrétisées s'élève à plus de 437.000, réparties entre 273.000 aides au logement rural et 163.000 aides pour les lotissements sociaux.

Pour les années 2024 et 2025, le nombre de lotissements sociaux effectivement réalisés à l'échelle nationale, a dépassé 58.000, selon le ministre. Pour ce qui est de la construction des mosquées dans les nouvelles cités, M. Belaribi a affirmé l'engagement du secteur à réserver les assiettes foncières nécessaires à la réalisation d'infrastructures publiques (écoles, polycliniques, mosquées...etc), dans ces quartiers, en les intégrant dans les plans des grands ensembles et pôles urbains. Le secteur supervise, à ce titre, la réalisation de plusieurs mosquées, a indiqué le ministre qui a fait état d'une proposition pour réaliser « 16 mosquées-pôles » au niveau des nouveaux pôles urbains, a indiqué le ministre.

## Gaz naturel

### Prolongation du contrat avec la République tchèque

Le Groupe Sonatrach a signé un accord de vente et d'achat du gaz naturel avec la compagnie tchèque CEZ pour l'approvisionnement de la République tchèque en gaz naturel, a indiqué, jeudi, un communiqué du Groupe public.

L'accord prévoit un approvisionnement en gaz naturel pour une

durée supplémentaire d'une année, à partir du 1er octobre 2025, et ce via le gazoduc reliant l'Algérie et l'Italie, ajoute le communiqué.

En vertu de cet accord, le Groupe Sonatrach renforce sa position sur le marché tchèque, tout en répondant à la demande croissante de gaz naturel sur le marché européen, notamment

dans la région de l'Europe centrale. Le Groupe Sonatrach souligne, dans son communiqué, que "cette coopération ne renforce pas seulement la place de l'Algérie sur la scène énergétique internationale, mais reflète aussi son engagement à élargir les domaines de coopération économique bilatérale à de plus hauts niveaux".

internationaux au Sud-Ouest de l'Europe.

Algérie Télécom a précisé que "les services internet ont été entièrement rétablis après la résolution du problème technique survenu précé-

demment", grâce aux efforts "de toutes les équipes techniques mobilisées 24/24h, en étroite coordination avec ses partenaires internationaux, pour rétablir la situation dans les meilleurs délais".

## Tamanrasset

### Une cellule terroriste démantelée

Une cellule terroriste qui planifiait de perpétrer des actes criminels a été démantelée et sept (7) individus ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du Secteur militaire de Tamanrasset, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, et grâce à l'exploitation optimale des rensei-

gnements sécuritaires, des détachements de l'ANP, relevant du Secteur militaire de Tamanrasset (6e Région militaire), ont démantelé une cellule terroriste qui planifiait de perpétrer des actes criminels. Cette opération s'est notamment soldée par l'arrestation de sept (07) individus", précise la même source.

Cette opération a également permis de "récupérer deux (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, six (06) chargeurs de muni-

tions, une quantité de munitions, un (01) véhicule 4x4 et deux (02) téléphones cellulaires de type Thuraaya", ajoute le texte.

Cette opération "réitère, encore une fois, l'aptitude et la vigilance constantes des unités de l'Armée nationale populaire et leur ferme détermination à éradiquer le fléau du terrorisme et asseoir la sécurité et la quiétude à travers l'ensemble le territoire national", conclut le communiqué du MDN.

## Le Gouverneur de la Banque d'Algérie Vers des transactions sans cash d'ici 2028

El-Houari Dilmi

L'économie algérienne vise le tout numérique d'ici 2028, grâce à la modernisation et la digitalisation du secteur bancaire, consacrées par la nouvelle loi monétaire et bancaire de 2023.

En effet, la stratégie élaborée par le Comité national des paiements (CNP), installé l'année dernière, et visant notamment la bancarisation des transactions, permettra d'arriver à « des transactions sans argent liquide à l'horizon de 2028 », a indiqué le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, dans une interview accordée à l'APS. Parmi les engagements au titre de la nouvelle loi monétaire et bancaire, l'engagement résolu d'accélérer la modernisation, la numérisation et la digitalisation du système bancaire national et ce notamment par la consécration d'un Comité national des paiements qui a tracé la stratégie nationale permettant d'arriver à des transactions sans argent liquide à l'horizon de 2028", a-t-il précisé.

Taleb s'exprimait en marge de sa participation aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui se tiennent actuellement à Washington. Prévu par la loi monétaire et bancaire et présidé par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, le CNP comprend notamment des représentants de la Banque d'Algérie, d'Algérie Poste, de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), de la Di-

rection générale de la Sûreté nationale (DGSN), de la Gendarmerie nationale (GN), ainsi que de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) et deux experts dans le domaine des finances. Outre l'élaboration de la stratégie nationale de développement des moyens de paiements scripturaux, cette instance est chargée de l'observation du développement de l'usage et de la diffusion des moyens de paiement scripturaux, de l'observation de l'usage des moyens de paiement internationaux en Algérie, du suivi de l'innovation dans le domaine des moyens de paiement scripturaux (chèques, transferts, moyens d'epaiement), rappelle-t-on.

Le Gouverneur de la BA a souligné aussi que la promulgation en 2023 de la loi monétaire et bancaire a constitué le socle des réformes économiques et monétaires mises en œuvre actuellement en Algérie et qui représente « une adaptation de l'arsenal juridique et réglementaire en vue de répondre aux mutations économiques et monétaires profondes ». En termes de digitalisation, a-t-il noté, la loi prévoit « l'introduction de l'autorisation à de nouveaux acteurs à intégrer le système de paiement national à savoir les prestataires de services de paiement PSP (Payment Services Providers), les banques digitales, les banques islamiques et les banques d'affaires, sans oublier l'introduction de la notion de Monnaie numérique de Banque centrale ».

## Ministère de la Communication Le nouveau chef de Cabinet installé

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a présidé, jeudi soir au siège du ministère, en présence de ses cadres, la cérémonie d'installation de M. Fateh Boumerdjen en tant que nouveau chef de Cabinet du ministère, en remplacement de M. Redouane Debbih, appelé à d'autres fonctions, a indiqué un communiqué du ministère.

Intervenant à cette occasion, le ministre a souhaité la bienvenue au nouveau chef de Cabinet, lui adressant ses vœux de succès et de réus-

site dans l'accomplissement de sa mission. Le ministre a souligné l'importance du travail collectif et de la coordination continue entre les différents départements et directions du ministère, appelant tout un chacun à conjuguer les efforts pour la concrétisation des objectifs tracés, précise la même source.

Le ministre a, par ailleurs, exprimé sa gratitude à M. Redouane Debbih pour les efforts consentis durant son mandat à la tête du Cabinet, saluant ses contributions au service du ministère.

## Tribunal de Sidi M'hamed Neuf individus en détention provisoire pour trafic d'armes

Le juge d'instruction près le pôle judiciaire spécialisé du Tribunal de Sidi M'hamed a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire de 9 individus pour trafic d'armes de différents types à l'intérieur du territoire national, indique un communiqué du procureur de la République près ce Tribunal.

"En application des dispositions de l'article 19 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le pôle judiciaire spécialisé du Tribunal de Sidi M'hamed informe l'opinion publique, que dans le cadre de la lutte contre le crime organisé transnational, la juridiction précitée a traité une affaire liée à un groupe criminel organisé transnational, composé de dix individus qui s'adonnaient au trafic d'armes de différents types à l'intérieur du territoire national", précise le com-

munié. L'opération a permis la saisie de "124 fusils de chasse, 13 fusils à air comprimé dont certains avec lunette, 3 armes à feu, 3053 cartouches chargées, 3975 cartouches vides, 1144 g de poudre à canon (baroud), 39 cartouches de pistolets, une quantité de différentes pièces de rechange pour fusils de chasse, des sommes d'argent de 10.536.000 DA et 1120 dinars tunisiens et 11 téléphones mobiles", ajoute la même source. "L'enquête préliminaire menée par le Service central de lutte contre le crime organisé de la Sûreté nationale s'est soldée par l'arrestation de 9 suspects, un est en état de fuite", indique le communiqué, précisant que "ce dernier a été identifié". "Après interrogatoire, le juge d'instruction a ordonné le placement des prévenus en détention provisoire".



# Le cessez-le-feu traître : Ghaza sous les projecteurs, la Cisjordanie dans l'ombre

Par Lounis Oukaci\*

Il y a eu de nombreux appels à la trêve, à la protection des civils et à la reprise d'un processus politique « inclusif ». Cependant, derrière cette rhétorique se cache une réalité. Et de la compassion émerge une autre réalité : l'accent mis presque exclusivement sur Ghaza a engendré un effet collatéral aux conséquences significatives - l'effacement diplomatique de la Cisjordanie du débat international. Cette marginalisation n'est en aucun cas fortuite. Cette mise à l'écart n'est ni fortuite ni conjoncturelle. Elle révèle une recomposition stratégique du dossier palestinien, où la centralité du territoire historique et politique de la Palestine se voit progressivement dissoute dans une gestion humanitaire fragmentée. Ghaza devient ainsi le laboratoire d'une paix sous contrôle, tandis que la Cisjordanie, soumise à une colonisation accélérée, disparaît du radar diplomatique. Ce déplacement du regard traduit un changement profond de paradigme : l'urgence humanitaire supplante la question politique, et la paix cesse d'être un droit pour devenir un instrument de neutralisation du droit. En substituant la logique de secours à celle de souveraineté, la communauté internationale contribue, volontairement ou non, à redéfinir la cause palestinienne dans les termes mêmes de son affaiblissement. Derrière le vocabulaire de la reconstruction, c'est la reconfiguration silencieuse du projet national palestinien qui s'opère. La conférence de Charm el-Cheikh, sous couvert de solidarité, s'inscrit dans une dynamique où les paramètres traditionnels du conflit - occupation, frontières, autodétermination - sont remplacés par une approche managériale de la paix : contrôle des flux, stabilisation temporaire, gouvernance externalisée. En d'autres termes, la question palestinienne glisse du politique vers l'humanitaire, du droit vers la gestion, et de la souveraineté vers la tutelle. Ce glissement, plus que tout bombardement ou trêve, constitue aujourd'hui la véritable ligne de fracture du Proche-Orient contemporain.

## I. LA PAIX DIFFÉRÉE : GHAZA MÉDIATISÉE, CISJORDANIE ANNEXÉE

Depuis le déclenchement de la guerre à Ghaza, la communauté internationale n'a cessé d'appeler à une trêve et à la protection des civils. Mais pendant que les caméras du monde se concentrent sur la bande de Ghaza, la Cisjordanie connaît l'une des phases les plus intenses de colonisation et d'annexion de fait depuis 1967. Selon les rapports successifs des Nations unies et de plusieurs ONG internationales, plus de 800 000 colons israéliens vivent désormais en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, répartis dans plus de 250 colonies et avant-postes, souvent légalisés a posteriori par la Knesset.

Cette expansion n'est pas un phénomène isolé, mais l'expression d'une stratégie planifiée d'intégration territoriale visant à rendre irréversible la présence israélienne dans les territoires occupés. Les zones dites « C », qui représentent plus de 60 % de la Cisjordanie, sont progressivement absorbées dans l'espace administratif et sécuritaire israélien. Routes séparées, infrastructures exclusives, extension du mur de séparation et juridictions différenciées composent les contours d'une annexion rampante, où la distinction entre occupation temporaire et souveraineté effective s'efface jour après jour. Sur le terrain, cette dynamique se traduit par une géographie fragmentée, où les localités palestiniennes sont confinées dans des enclaves discontinues, dépourvues de continuité territoriale et de maîtrise sur leurs ressources naturelles. Ce morcellement planifié - qualifié par certains observateurs de « bantoustanisisation » de la Palestine - traduit une stratégie d'ingénierie territoriale où la fragmentation géographique devient un instrument de domination politique. En transformant les territoires palestiniens en enclaves discontinues, dépendantes économiquement et encerclées militairement, le projet vise à neutraliser toute continuité souveraine. Ghaza, isolée sous tutelle humanitaire, et la Cisjordanie, émietlée par les colonies et les checkpoints, illustrent cette logique de confinement progressif. La « bantoustanisisation » n'est pas seulement une réalité spatiale : c'est un processus de dépolitisation systématique, où l'on substitue à l'idée d'un État viable celle d'un

## Au cours de la récente conférence internationale qui s'est déroulée à Charm el-Cheikh, l'attention mondiale s'est focalisée sur l'impératif d'un cessez-le-feu humanitaire à Ghaza, considéré comme une étape préliminaire vers la stabilité régionale et la reconstruction post-conflit.

archipel d'administrations locales, privées de moyens, de frontières et de représentation internationale. Cela rappelle l'expérience sud-africaine de l'apartheid, où les bantoustans désignaient des territoires prétendument autonomes attribués à la population noire. Ce terme, issu de « Bantou » et du suffixe persan « -stan » (pays), symbolise aujourd'hui une fragmentation territoriale imposée, dissimulant une domination politique et économique sous l'apparence d'une autonomie locale. - vide le futur État palestinien de toute substance politique et territoriale. La Cisjordanie devient un espace administré, non un territoire autonome ; une entité gérée, non un État en devenir.

L'annexion ne s'exprime plus par la conquête militaire, mais par le droit, l'économie et l'administration. Chaque décret, chaque permis de construction, chaque autorisation de route ou d'avant-poste constitue un acte de souveraineté unilatérale. En ce sens, l'« annexion silencieuse » se révèle plus redoutable que l'occupation armée : elle légalise la dépossession sous couvert de normalité juridique et de sécurité nationale. Face à cela, la communauté internationale reste prisonnière de son propre paradigme : elle condamne les violences à Ghaza tout en ignorant la recomposition structurelle de la Cisjordanie. Cette dissociation du regard contribue à institutionnaliser la séparation entre les deux territoires palestiniens, faisant de Ghaza une question humanitaire et de la Cisjordanie un espace d'administration coloniale. La paix, dans ce contexte, devient un horizon repoussé, une paix différée où la reconnaissance de l'État palestinien est sans cesse conditionnée à un équilibre géopolitique qui n'existe plus. Ainsi, la guerre à Ghaza ne suspend pas le processus de colonisation : elle le couvre et le légitime, transformant la trêve en écran et la diplomatie en outil d'annexion.

## II. LE PIÈGE DIPLOMATIQUE DU Cessez-le-feu humanitaire

Le cessez-le-feu à Ghaza, soutenu par plusieurs capitales occidentales et présenté comme un impératif moral, apparaît à première vue comme une mesure de bon sens. Mais, au-delà de la compassion affichée, il s'impose comme un outil de reconfiguration politique. Derrière le langage du droit humanitaire se cache un piège diplomatique, celui qui consiste à transformer une question nationale en crise humanitaire, et une cause politique en problème de gestion des secours. En privilégiant la logique de la trêve à celle du règlement global, la diplomatie internationale déplace le centre de gravité du conflit : elle désamorce la dimension politique du dossier palestinien et en fait une simple question de cessation des hostilités. Ce glissement sémantique et diplomatique permet d'aborder Ghaza non plus comme un symbole de la lutte nationale palestinienne, mais comme un territoire à stabiliser. Ainsi, Ghaza devient un « dossier humanitaire », déconnecté de la question historique de 1967, du droit au retour, et du statut de Jérusalem.

Cette approche a une conséquence majeure : la fragmentation du dossier palestinien. Ghaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est se transforment en trois entités négociées séparément, chacune renvoyée à un cadre de traitement distinct - humanitaire pour Ghaza, sécuritaire pour la Cisjordanie, religieux et symbolique pour Jérusalem. Ce morcellement méthodique affaiblit le cadre national palestinien et renforce la position d'Israël, qui peut ainsi négocier par segments, sans jamais faire face à la question centrale d'un État souverain. Le cessez-le-feu devient donc un instrument de temporisation diplomatique. En substituant la suspension des combats à la recherche d'une solution politique, les puissances occidentales instaurent une paix d'attente, où l'urgence humanitaire neutralise la revendication de souveraineté. Cette stratégie, que certains observateurs qualifient de « pacification sans paix », traduit une volonté de geler le conflit sans le résoudre, de contenir la violence sans en traiter les causes.

Dans cette perspective, Ghaza risque d'être placée sous une tutelle internationale déguisée, administrée à travers des mécanismes de financement, de reconstruction et de sécurité sous supervision étrangère. Une telle évolution, si elle se confirmait, reviendrait à institutionnaliser la séparation entre Ghaza et le reste de la Palestine, à faire du cessez-le-feu un outil de division, et à remplacer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par un régime d'assistance contrôlée. Le cessez-le-feu humanitaire, loin d'ouvrir la voie à la paix, pourrait ainsi consacrer la dépolitisation définitive de la question palestinienne, en la réduisant à un problème de gestion technique - celui des vivres, des abris et des reconstructions - sans jamais rétablir la question du territoire, du droit et de la justice.

## III. L'OMISSION DE LA SOLUTION DES DEUX ÉTATS : UN TOURNANT HISTORIQUE

L'un des éléments les plus troublants de la conférence de Charm el-Cheikh réside dans l'absence totale de référence explicite à la solution des deux États dans les frontières de 1967. Ce silence, en apparence diplomatique, est en réalité lourd de signification : il marque la fin d'un paradigme, celui qui a longtemps structuré la diplomatie au Proche-Orient depuis les accords d'Oslo (1993). Pendant près de trois décennies, la « solution à deux États » - Israël et la Palestine vivant côte à côte dans la paix et la sécurité - a constitué le socle normatif du droit international et le point de convergence minimal du consensus mondial. Or, l'effacement de cette référence lors de la conférence traduit un glissement stratégique majeur : la communauté internationale semble désormais s'adapter à la logique du fait accompli israélien plutôt que de la contester. Ce tournant reflète un passage du droit à la réalpolitik, du cadre onusien à la gestion régionale. En évitant toute mention du principe des deux États, les promoteurs du plan entérinent implicitement la fragmentation territoriale et politique de la Palestine, et renoncent à exiger la restitution des territoires occupés depuis 1967 y compris Jérusalem-Est, dont le statut demeure au cœur du conflit.

Cette omission n'est pas accidentelle : elle s'inscrit dans une stratégie de contournement du droit international. En éliminant la référence à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui consacre le principe de l'« inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre », le nouveau discours diplomatique vide de sa substance juridique le concept même de décolonisation. L'objectif n'est plus de restaurer la souveraineté palestinienne, mais de stabiliser un statu quo asymétrique sous couvert d'aide humanitaire et de reconstruction. Cette mutation du langage politique traduit aussi un changement de cap dans la conscience collective internationale : la cause palestinienne, autrefois symbole universel de la lutte anticoloniale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, devient aujourd'hui un dossier périphérique, abordé à travers le prisme humanitaire plutôt que politique. L'absence de référence à la solution des deux États n'est donc pas un simple oubli. C'est une normalisation du déséquilibre. Elle officialise une ère post-Oslo, où les grandes puissances se résignent à une paix sans État palestinien, à une coexistence sans souveraineté, à une stabilité sans justice.

Sur le plan symbolique, ce silence représente une rupture avec la légitimité historique et morale du processus de paix. Il consacre la victoire d'une diplomatie pragmatique, dénuée de principes, qui privilégie la gestion du présent à la réparation du passé. En d'autres termes, l'ordre international accepte désormais la permanence de l'occupation sous une forme administrée, en échange d'une trêve humanitaire et d'une promesse de reconstruction économique. Ainsi, la conférence de Charm el-Cheikh n'a pas seulement omis la solution des deux États : elle a acté la transition d'une paix négociée à une paix imposée, où la souveraineté palesti-

nienne n'est plus une finalité, mais une variable d'ajustement. Ce tournant historique ouvre une nouvelle ère ; celle d'un Proche-Orient post-palestinien, où l'idée même d'un État palestinien indépendant devient un vestige diplomatique, éclipsé par la rhétorique de la stabilité et du développement.

## IV. VERS UN NOUVEL ORDRE ISRAËLO-PALESTINIEN SANS PALESTINE POLITIQUE

Ce qui se dessine sous nos yeux n'a plus rien d'un processus de paix, au sens politique ou historique du terme. Ce qui se met en place, à travers les conférences successives et les plans de « reconstruction humanitaire », relève plutôt d'une reconfiguration géopolitique programmée du territoire palestinien. Un nouvel ordre israélo-palestinien où la Palestine subsiste comme réalité démographique, mais disparaît comme entité politique.

### 1. De la paix négociée à la paix administrée

La transition est subtile, mais profonde : on ne parle plus de souveraineté, de frontières ni de droit au retour, mais de corridors humanitaires, de gestion des flux et de stabilisation régionale. Autrement dit, la paix n'est plus conçue comme un accord politique entre deux peuples, mais comme une gestion technique d'un espace en crise, administré par des puissances extérieures sous couvert de coopération internationale. Ghaza deviendrait ainsi une enclave sous tutelle, gérée conjointement par un comité international dominé par les États-Unis et leurs alliés régionaux, pendant que la Cisjordanie, morcelée et encerclée, s'intégrerait progressivement au système administratif, économique et sécuritaire israélien. Ce glissement marque la fin du paradigme de la négociation et l'entrée dans une ère de paix post-politique, où l'objectif n'est plus de résoudre le conflit, mais de le neutraliser. Ce modèle de « paix administrative » permet de maintenir un calme relatif sans remettre en cause les structures d'occupation. C'est une forme de pacification coloniale moderne : une paix sans justice, une coexistence sans égalité.

### 2. La dissolution de la souveraineté palestinienne

Dans ce nouvel ordre, la souveraineté palestinienne se dissout dans une multiplicité d'autorités fragmentées : l'Autorité palestinienne à Ramallah, les structures locales à Ghaza, les ONG humanitaires, et les médiateurs internationaux. Aucun de ces acteurs n'a la légitimité ni les moyens d'incarner un État. Ce morcellement institutionnel n'est pas accidentel : il sert une logique de contrôle différencié, où chaque territoire palestinien est géré selon une fonction spécifique - Ghaza comme espace humanitaire tampon, la Cisjordanie comme zone d'intégration économique et sécuritaire, Jérusalem-Est comme espace sanctuarisé sous contrôle israélien. Ainsi, l'État palestinien disparaît sans être officiellement aboli. Il s'efface sous le poids d'une gouvernance multilatérale qui remplace la politique par la gestion, le droit par l'assistance, et la souveraineté par la dépendance. Ce processus constitue une forme inédite de domination : un colonialisme administré collectivement, légitimé par le discours humanitaire et la rhétorique de la reconstruction.

### 3. La dépolitisation comme stratégie de domination

La grande innovation de ce nouvel ordre réside dans sa capacité à dépolitiser la question palestinienne. En présentant Ghaza comme une crise humanitaire à gérer, et non comme un territoire occupé à libérer, on transforme un conflit de décolonisation en un dossier de gouvernance régionale. L'ennemi devient la pauvreté, pas l'occupation ; la solution devient la reconstruction, pas la restitution. Cette dépolitisation progressive neutralise le discours du droit international et rend toute revendication nationale obsolète. C'est un basculement profond dans la hiérarchie du discours mondial : la Palestine cesse d'être un symbole de résistance pour devenir un terrain d'expérimentation du multilatéralisme sous tutelle.

Suite en page 6



# Le cessez-le-feu traître : Ghaza sous les projecteurs, la Cisjordanie dans l'ombre

Suite de la page 5

Les institutions internationales, en participant à ces mécanismes, se trouvent piégées dans une logique de gestion du statu quo. Elles administrent la souffrance sans en traiter la cause.

## 4. Le nouvel équilibre régional : normalisation et absorption

Ce modèle s'inscrit dans un nouvel équilibre régional fondé sur la normalisation arabo-israélienne. Sous l'impulsion américaine, plusieurs pays arabes sont intégrés dans une architecture de sécurité régionale où Israël devient un partenaire stratégique, tandis que la question palestinienne est reléguée au second plan. Ce réalignement traduit une nouvelle priorité : la stabilité régionale avant la justice historique. Dans ce cadre, la « question palestinienne » devient un simple paramètre d'ajustement dans les équilibres du Golfe, du Levant et de la Méditerranée. La Palestine n'est plus un acteur, mais une variable. L'ordre nouveau qui se dessine vise à neutraliser les foyers d'instabilité par la croissance, la coopération économique et la dissuasion militaire, sans pour autant restaurer la souveraineté des peuples concernés. Ce modèle, soutenu par Washington, Tel-Aviv et certaines capitales arabes, cherche à transformer le conflit politique en un problème de sécurité gérable. Autrement dit, à enterrer la question palestinienne sous la promesse de la stabilité.

## 5. Vers une « solution sans État » : l'ère du post-palestinisme

Ce nouvel ordre israélo-palestinien repose sur une idée implicite : on peut résoudre le conflit sans État palestinien. On parle désormais de « zones autonomes », de « continuité humanitaire », d'« administration conjoint », mais jamais de souveraineté. La paix se mesure en flux financiers, non en droits politiques. C'est la victoire de la logique managériale sur la logique historique. Cette évolution prépare une ère du post-palestinisme, où la Palestine n'existe plus que comme référence mémorielle ou comme enjeu symbolique, mais non comme acteur de son destin. Ce basculement s'inscrit dans un projet plus vaste : celui d'un Moyen-Orient redéfini selon les lignes d'intérêts des puissances régionales et des acteurs économiques globaux. Ainsi, la « paix » promue à Charm el-Cheikh n'est pas une réconciliation, mais une réorganisation du déséquilibre. Elle consacre la transformation du peuple palestinien en sujet administré, sous la tutelle d'une gouvernance internationale. Ce n'est pas la fin du conflit : c'est la fin de la politique palestinienne telle qu'elle existait depuis 1948.

## V. GHAZA SOUS TUTELLE, LA CISJORDANIE EFFACÉE : LA PAIX ADMINISTRÉE DU XXII<sup>e</sup> SIÈCLE

Le plan Trump pour Ghaza : paix sous contrôle ou tutelle internationale ? Le 9 octobre 2025, lors de la conférence de Charm el-Cheikh, l'ancien président américain Donald Trump a présenté un plan en vingt points censé « restaurer la paix et la stabilité » à Ghaza. Derrière les formules diplomatiques et les promesses de reconstruction, le projet esquisse en réalité une paix sous tutelle, où la souveraineté palestinienne se trouve dissoute dans un dispositif international dirigé par les États-Unis et leurs alliés régionaux. Sous couvert d'un cessez-le-feu durable et de corridors humanitaires, le plan institue une administration conjointe de Ghaza placée sous la supervision d'un « Comité international de stabilisation » incluant les États-Unis, Israël, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. L'Autorité palestinienne y est mentionnée de façon secondaire, comme un partenaire administratif plutôt qu'un acteur politique légitime. Mais le silence le plus lourd est celui concernant la Cisjordanie. Nulle mention n'est faite du démantèlement des colonies, de Jérusalem-Est ou du droit au retour des réfugiés. Le cœur du conflit - l'occupation et la négation du droit à l'État palestinien - disparaît ainsi du texte, comme si Ghaza pouvait être pacifiée en dehors de son contexte politique global.

Ce glissement sémantique traduit un changement de paradigme : le conflit israélo-palestinien n'est plus traité comme une question de

décolonisation et de souveraineté nationale, mais comme un problème humanitaire et sécuritaire à gérer. Or, sans justice, il n'y aura pas de paix durable. En négligeant la Cisjordanie et la référence explicite aux frontières de 1967, le plan Trump entérine de facto une solution à un seul État dominant et un peuple administré - un statu quo maquillé en paix. Le rêve de deux États, inscrit dans le droit international et rappelé par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, s'éloigne encore davantage. Cette omission n'est pas une maladresse, mais une stratégie : transformer la question palestinienne en simple dossier de gestion régionale, sous contrôle américain et israélien, en neutralisant toute dimension politique ou historique. En conclusion, la conférence de Charm el-Cheikh révèle moins un désir de paix qu'une recomposition géopolitique du Moyen-Orient, où la cause palestinienne sert désormais de variable d'ajustement. Entre normalisation, sécurisation et marginalisation de l'ONU, le sort de Ghaza devient le miroir d'un nouvel ordre régional sous contrôle. C'est dans ce cadre que la conférence de Charm el-Cheikh s'est déroulée, mobilisant une mosaïque d'acteurs internationaux aux motivations souvent contradictoires.

## VI. LES ACTEURS ET LES ÉQUILIBRES DIPLOMATIQUES DE LA CONFÉRENCE DE CHARM EL-CHEIKH

« Rien de durable ne se construit dans l'absence des grandes puissances. L'exclusion est toujours le prélude à l'instabilité. ». Boutros-Boutros-Ghali, ancien Secrétaire général de l'ONU. La Conférence internationale pour la paix à Ghaza, tenue à Charm el-Cheikh, a rassemblé un large éventail d'acteurs institutionnels et régionaux, révélant les nouvelles lignes de fracture du système international. Le président du Conseil européen, António Costa, représentait l'Union européenne à l'invitation conjointe du président égyptien Abdel Fattah el-Sissi et du président américain Donald Trump, témoignant de la volonté occidentale de maintenir un rôle visible dans la médiation régionale, malgré des positions souvent divergentes sur la reconnaissance d'un État palestinien. La présence du Secrétaire général des Nations unies et de celui de la Ligue des États arabes a conféré une légitimité multilatérale à la rencontre, mais aussi une certaine ambiguïté. D'un côté, ces deux institutions incarnent l'esprit du multilatéralisme et la recherche d'un règlement global fondé sur le droit international. De l'autre, leur participation a semblé valider - au moins implicitement - une approche pragmatique et contrôlée du dossier palestinien, centrée sur la reconstruction de Ghaza, tout en laissant dans l'ombre la question centrale de la Cisjordanie et du rêve fondateur des deux États dans les frontières de 1967. Cette présence, à la fois nécessaire et troublante, illustre le dilemme des organisations internationales : participer pour infléchir la dynamique, ou s'abstenir au risque d'être marginalisées. Elle traduit également l'épuisement d'un multilatéralisme qui oscille entre légitimité symbolique et impuissance politique. Mais au-delà des présences, ce sont les absences qui ont donné toute leur signification géopolitique à la conférence. L'absence remarquée de la Russie et de la Chine - tous deux membres permanents du Conseil de sécurité - a souligné la fracture croissante entre le bloc occidental et les puissances eurasiatiques, qui refusent désormais les initiatives unilatérales conduites sous tutelle américaine. L'absence de l'Union africaine, pourtant directement concernée par la stabilité régionale et les flux migratoires induits par le conflit, traduit quant à elle la marginalisation du continent africain dans les processus décisionnels globaux. Ces silences diplomatiques ont transformé Charm el-Cheikh en un théâtre partiel de la diplomatie mondiale, où la paix se discute sans toutes les puissances, et où l'équilibre se redessine sans véritable concertation universelle.

## VII. LES ABSENTS DE CHARM EL-CHEIKH : LE SILENCE STRATÉGIQUE DE LA RUSSIE, DE LA CHINE ET DE L'UNION AFRICAINE

En écartant les grandes puissances émergen-

tes et les organisations continentales, la conférence de Charm el-Cheikh apparaît moins comme un forum de consensus que comme le théâtre d'une légitimation d'un projet préécrit - celui d'une paix sous tutelle.

Comme le rappelait Boutros Boutros-Ghali, « Lorsqu'une paix se construit sans ceux qui subissent la guerre, elle devient une architecture du silence, non de la justice. »

## Lecture géopolitique d'une conférence sous influence

La conférence internationale pour la paix à Ghaza, tenue à Charm el-Cheikh, a réuni un certain nombre de dirigeants occidentaux, arabes et institutionnels. Mais elle a surtout été marquée par des absences majeures : celles de la Russie, de la Chine et de l'Union africaine. Trois acteurs pourtant incontournables dans tout équilibre mondial, et dont le silence en dit long sur les fractures du système international actuel. Membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie a observé la rencontre à distance, dénonçant en coulisses une initiative « sélective » dominée par les États-Unis et leurs alliés. Moscou considère depuis longtemps que toute démarche de paix au Proche-Orient contournant le cadre onusien n'a pas de valeur juridique réelle. Cette position s'inscrit dans la continuité d'une politique étrangère axée sur la défense de la souveraineté des États et la dénonciation des « solutions imposées » issues de coalitions ad hoc. La Chine, quant à elle, a choisi la discrétion, préférant activer ses propres canaux de médiation régionale, notamment avec l'Iran et l'Arabie saoudite. Pékin reste fidèle à sa diplomatie prudente et pragmatique, fondée sur la non-ingérence et le respect du droit international. Elle refuse d'appuyer un plan de paix qui néglige la question centrale de l'État palestinien et des frontières de 1967, piliers du consensus international.

L'absence de l'Union africaine, enfin, souligne une autre réalité : la marginalisation croissante du continent africain dans les grandes discussions sur la sécurité mondiale. Pourtant, l'Afrique subit directement les répercussions humanitaires, politiques et migratoires des crises du Proche-Orient. Cette exclusion traduit l'existence d'un multilatéralisme à deux vitesses, où le Sud global demeure spectateur d'un ordre international redessiné sans lui. Ces absences cumulées affaiblissent la portée politique du sommet. Elles donnent l'image d'une conférence occidentalocentrée, davantage préoccupée par le contrôle du terrain diplomatique que par la recherche d'une paix durable et juste. En écartant les grandes puissances émergentes et les organisations continentales, la conférence de Charm el-Cheikh apparaît moins comme un forum de consensus que comme le théâtre d'une légitimation d'un projet préécrit - celui d'une paix sous tutelle.

## VIII. LA LIGUE ARABE A L'ÉPREUVE : UNE PRÉSENCE SANS MANDAT, UN SILENCE LOURD DE CONSÉQUENCES

« Quand les institutions parlent sans mandat, elles ne représentent plus les peuples, mais les puissances. » - Mohamed Hassanein Heikal, journaliste et penseur arabe égyptien

La participation du Secrétaire général de la Ligue des États arabes à la conférence de Charm el-Cheikh a suscité de vives interrogations diplomatiques. Ni mandat clair des États membres, ni consensus préalable n'ont précédé cette présence pourtant présentée comme « institutionnelle ». Or, la majorité des pays arabes - notamment ceux historiquement attachés à la cause palestinienne, à l'image de l'Algérie - n'étaient pas représentés à ce sommet, préférant exprimer leur désaccord avec une initiative perçue comme un prolongement du « plan Trump » et une tentative de normalisation forcée. Cette participation soulève donc une question de légitimité : qui a autorisé le Secrétaire général à s'exprimer au nom d'une organisation divisée, alors même que son mandat est censé traduire la volonté collective des États membres ? En l'absence d'une délibération préalable du Conseil ministériel, son geste peut être interprété comme une initiative personnelle - ou pire, comme un alignement implicite sur les orientations des puissances initiatrices de la conférence.

Pour de nombreux observateurs arabes, cette

démarche unilatérale fragilise davantage une Ligue déjà minée par les rivalités internes, les agendas divergents et l'absence d'un projet panarabe cohérent. Elle risque d'être perçue comme le symptôme d'une implosion institutionnelle, où le secrétariat général agit sans mandat politique clair, affaiblissant la crédibilité de l'organisation dans la défense des causes arabes fondamentales. L'absence de l'Algérie, fidèle à sa ligne historique de soutien indéfectible au peuple palestinien, souligne d'autant plus la portée symbolique de ce désaccord silencieux. En se tenant à l'écart, Alger a réaffirmé son attachement à une approche fondée sur la légalité internationale, la souveraineté et le principe de non-ingérence. La participation du Secrétaire général, au contraire, apparaît comme une forme d'irrespect politique envers les États membres non consultés, et comme le signe préoccupant d'une Ligue arabe en déconnexion avec ses propres fondements. Si la voix collective arabe n'est plus portée par son institution, alors c'est l'idée même d'une solidarité arabe qui vacille.

## CONCLUSION : GHAZA COMME ÉCRAN, LA CISJORDANIE COMME ENJEU

La focalisation exclusive sur Ghaza fonctionne comme un écran de légitimation, détournant l'attention des enjeux structurels de l'occupation et de l'annexion en Cisjordanie. Sous couvert d'urgence humanitaire, la diplomatie internationale neutralise la souveraineté palestinienne, transformant un conflit de décolonisation en un simple problème de gestion administrative. Chaque décret, chaque colonie, chaque corridor humanitaire s'inscrit dans un processus subtil de morcellement territorial, effaçant progressivement le droit historique au retour et à un État indépendant. La vraie paix ne viendra pas d'une suspension temporaire des combats, mais de la restauration effective du droit : reconnaissance des frontières de 1967, fin de l'annexion rampante et respect des droits fondamentaux des Palestiniens. Tant que la Cisjordanie restera ignorée et que Ghaza sera instrumentalisée comme vitrine humanitaire, toute trêve ne sera qu'une paix simulée, dépourvue de justice et d'horizon politique. Cette conférence révèle une nouvelle ère géopolitique : la Palestine existe désormais comme réalité démographique, mais disparaît comme acteur politique. La paix durable ne peut surgir que lorsque le droit cesse d'être subordonné à la gestion et que l'ensemble du territoire palestinien redevient le cœur d'un projet souverain et juste. Ghaza ne peut être le miroir de la paix ; c'est dans la Cisjordanie, et dans le respect de la légalité internationale, que se joue l'avenir du peuple palestinien.

## Un nouvel ordre mondial en gestation

La conférence de Charm el-Cheikh ne se limite pas à la question palestinienne : elle révèle les prémices d'un nouvel ordre mondial bipolaire. Le premier bloc, constitué par les États-Unis et leurs alliés régionaux, a montré ses cartes, imposant un agenda sous tutelle, où la paix humanitaire masque une recomposition stratégique du Proche-Orient. Le deuxième bloc, incarné par la Russie, la Chine et l'Union africaine, s'est absenté, laissant transparaître sa dissidence et son refus de légitimer un processus unilatéral. Cette dualité - un noyau actif et un contrepoids absent - esquisse les contours d'un monde sous lequel la diplomatie se jouera désormais entre blocs, avec pour conséquence directe la marginalisation des peuples et des territoires dans les décisions qui affectent leur avenir. Charm el-Cheikh pourrait donc marquer non seulement un tournant dans le conflit israélo-palestinien, mais aussi le début d'une ère de confrontation bipolaire, où la légitimité et la souveraineté des États seront redéfinies selon les intérêts stratégiques des puissances en présence.

Lounis Oukaci\*

\*Professeur - Université de Constantine 2.

## Références et sources

- Résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU (1973).  
- Résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU (2016).  
- Rapports de l'OCHA, ONU, 2023-2024.  
- Déclarations officielles de la Conférence internationale de Charm el-Cheikh (2025).  
- Human Rights Watch, Rapport sur la Cisjordanie, 2024  
- Références : Résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité des Nations unies ; conférence Charm el-Cheikh octobre 2025.



## France, Titanic politique... et doigts pointés vers Alger



Par Laâla Bechetoula

### PROLOGUE - QUAND LE PROJECTEUR S'INVERSE

Il est des moments où l'Histoire, ironique et patiente, décide de retourner le miroir. Pendant des décennies, Paris s'est plu à commenter l'Algérie comme on observe un objet sous microscope : avec distance, autorité et certitude. Le ton était professoral, les jugements tranchés, les analyses souvent condescendantes. Alger n'avait qu'à écouter, ou se défendre.

Mais aujourd'hui, surprise : le projecteur s'inverse. La République française traverse une crise politique d'une ampleur inédite, et c'est au tour des Algériens d'observer - calmement, lucidement, parfois avec un sourire en coin - le spectacle d'un grand navire qui tangué.

Cette inversion des rôles est bien plus qu'un simple effet de contexte. Elle révèle une mutation symbolique profonde : celle d'un rapport franco-algérien longtemps asymétrique, où le commentaire coulait à sens unique. Désormais, l'Histoire a déplacé la caméra.

### I. UN NAVIRE QUI TANGUE

Le 10 octobre 2025, le magazine Le Point publiait une "Lettre d'Alger" dont le titre a fait mouche :

> "Le "Titanic" France continue de prendre l'eau : la crise politique vue d'Algérie." L'image n'est pas qu'une métaphore journalistique. En l'espace d'un an et demi, la France a connu une instabilité politique telle qu'elle a surpris même les observateurs européens les plus aguerris : trois gouvernements successifs, des coalitions aussi improbables qu'éphémères, des alliances tactiques de circonstance, et enfin la chute express du gouvernement Lecornu... en quatorze heures à peine.

Quatorze heures : le temps d'un jour de pluie automnale, et une équipe gouvernementale s'est effondrée comme un château de cartes mal bâti. Même les chroniqueurs politiques les plus cyniques n'avaient jamais assisté à une telle valse ministérielle.

Cette instabilité n'est pas anecdotique. Elle dit quelque chose d'essentiel : le système politique français est entré dans une zone de turbulence profonde. Le pouvoir exécutif, affaibli, peine à maintenir une direction claire. Le Parlement est fragmenté à l'extrême. Les clivages sociaux s'accroissent. Les partis traditionnels se vident de leur substance, tandis que les extrêmes prospèrent sur le désenchantement général.

La France, longtemps perçue comme un modèle de gouvernabilité républicaine, ressemble aujourd'hui à un paquebot prestigieux, éclairé de mille feux, mais dont la coque a été fissurée par des décennies de tensions accumulées. Et pendant que la machine institutionnelle grince, l'Europe observe, gênée, la locomotive continentale tousser et ralentir.

### II. VU D'ALGER - ENTRE LUCIDITÉ ET IRONIE

En Algérie, cette crise est suivie avec une attention à la fois sérieuse et amusée. Dans les cafés, sur les plateaux de télévision, dans les journaux comme Echourouk, El Khabar ou Le Quotidien d'Oran, on commente la chute express du gouvernement Lecornu, l'instabilité chronique de l'exécutif français et les querelles partisans avec une lucidité nouvelle.

Pendant longtemps, la France était considérée comme une sorte de "laboratoire démocratique" : ses crises faisaient figure d'épisodes contrôlés, ses débats avaient une aura de rationalité. Mais aujourd'hui, l'Algérien moyen suit les péripéties parisiennes comme on suit une série politique : avec intérêt, mais sans fascination.

Dans la rue, on entend des phrases simples mais révélatrices :

> "Eux aussi, ils sont en crise, mais chez eux on appelle ça démocratie."

"Quatorze heures ? Chez nous, on aurait dit que c'est une machination. Eux, c'est juste mardi."

Les rédactions algériennes, elles, abordent le sujet avec sérieux. El Moudjahid titrait récemment : "Titanic France : un navire sans boussole dans une mer agitée". D'autres médias rappellent combien la stabilité politique française était jadis invoquée en exemple... et combien la scène actuelle marque une rupture.

Ce changement de regard est historique. Il ne s'agit pas de se moquer pour se venger, mais de constater - avec une pointe d'ironie tranquille - que le centre d'analyse s'est déplacé. L'Algérie n'est plus l'élève dissipé ; elle est devenue observatrice critique.

### III. LA DIVERSION COMMUNE : ACCUSER ALGER POUR ÉVITER L'INTROSPECTION

Face à cette crise, la classe politique française aurait pu choisir la voie de l'introspection. Elle aurait pu s'interroger sur la panne démocratique, la désagrégation partisane, la défiance sociale ou encore l'impact de décennies de réformes bancales.

Mais une tentation ancienne ressurgit, pres-

que mécanique : accuser Alger. Chaque fois que la scène politique parisienne vacille, un vieux levier électoral et symbolique est actionné. On réactive les dossiers bilatéraux, on brandit des accords, on évoque les flux migratoires ou les relations diplomatiques tendues, et surtout, on présente la relation avec l'Algérie comme un "problème" qu'il faudrait régler pour rétablir l'ordre intérieur.

Le dossier des accords de 1968, portant sur la circulation et le séjour des personnes, en est l'exemple parfait. Ces accords sont régulièrement sortis des tiroirs à chaque crise politique française, présentés comme une "anomalie historique" qu'il faudrait renégocier pour réaffirmer une souveraineté mise en scène comme vacillante.

Le débat n'est jamais purement juridique. Il est profondément politique. Il permet d'agiter des symboles puissants - migration, mémoire, identité - pour détourner l'attention du cœur de la crise : l'incapacité à construire une majorité stable et une vision politique partagée.

Même certains membres du gouvernement français s'en inquiètent : Jean-Noël Barrot a reconnu publiquement que transformer l'Algérie en punching-ball électoral à des conséquences néfastes sur les citoyens franco-algériens, et surtout, que cela n'apporte aucune solution aux défis politiques internes.

Mais le réflexe est tenace. Lorsque le Titanic prend l'eau, le capitaine désigne l'horizon sud, espérant que le public regardera ailleurs pendant que la coque se fend.

### IV. QUAND LES COMMENTAIRES DÉBORDENT

Ce déplacement de projecteur vers Alger trouve un écho particulièrement virulent dans les espaces numériques. Sous les articles de la presse française qui évoquent la crise politique avec un angle algérien, les forums et sections commentaires deviennent rapidement des arènes de règlement de comptes identitaires.

Sous la faimeuse "Lettre d'Alger" publiée par Le Point, la rédaction a dû fermer la section commentaires après une avalanche de propos haineux ou hors sujet. Des rancunes coloniales mal digérées, des visions fantasmées de l'Algérie, des frustrations sociales françaises instrumentalisées : tout s'y mêle, dans un vacarme qui ne laisse pas beaucoup de place à la nuance.

Cette dynamique n'est pas nouvelle. Mais elle prend une dimension particulière à mesure que la France s'enfoncé dans sa propre crise politique. En s'abritant derrière l'écran algérien, une partie du débat public français déplace les frustrations inter-

nes vers l'extérieur, créant une illusion de clarté qui ne trompe personne.

### V. LE MIROIR FRANCO-ALGÉRIEN

Ce qui se joue aujourd'hui entre Paris et Alger est moins une joute diplomatique classique qu'une inversion des regards. Pendant des décennies, les crises algériennes étaient disséquées depuis Paris : experts, éditorialistes, diplomates et universitaires français commentaient, expliquaient, jugeaient.

Aujourd'hui, c'est l'inverse. Les soubresauts français sont observés depuis Alger, avec une attention sérieuse, parfois amusée, mais toujours lucide. Les Algériens lisent la scène politique française comme on lit un texte que l'on connaît par cœur : avec l'expérience de ceux qui ont été longtemps "lus" eux-mêmes.

Cette inversion n'est pas une vengeance. Elle marque une maturité nouvelle du regard algérien sur le monde. L'Algérie n'est plus dans une posture défensive. Elle n'attend pas d'être jugée, ni de réagir aux analyses françaises. Elle observe, analyse, commente. Et parfois, elle rit.

Rire non pas de la crise de l'autre, mais de la fragilité de ceux qui s'étaient toujours présentés comme solides. Rire de l'assurance désarçonnée. Rire, en somme, de ce moment où la parole se libère de l'asymétrie.

### CONCLUSION - DIPLOMATIE FROIDE, IRONIE CHAUDE

La France traverse une crise politique d'une gravité qu'elle n'avait pas connue depuis longtemps. Ses institutions craquent, ses coalitions s'effritent, sa classe politique s'éparpille. Face à cela, certains responsables et médias choisissent la voie la plus courte : détourner le regard collectif vers Alger, en espérant que l'écran sud masquera les fissures du nord.

Mais cette stratégie est vouée à l'échec. Elle ne répare aucune fissure, elle ne renforce aucune institution, elle ne reconstruit aucune confiance. Elle révèle surtout une nervosité profonde : celle d'un pays qui se découvre fragile et qui préfère désigner plutôt que penser.

De l'autre rive, l'Algérie observe, analyse et - parfois - sourit. Elle n'est plus dans la posture du pays commenté. Elle est dans celle du témoin lucide d'un système qui tangué.

> Il est temps, peut-être, de cesser de faire d'Alger le bouc émissaire commode des tempêtes parisiennes. Le Titanic politique français ne retrouvera pas sa flottabilité en pointant l'horizon sud. Il devra affronter ses propres icebergs. Et cette fois, l'Histoire, malicieuse, a tourné la caméra.



## Haï Bouamama Des constructions et des fondations illicites rasées

J. Boukraa

Les services de la wilaya d'Oran poursuivent les actions visant à mettre fin aux constructions illicites érigées sur le domaine de l'Etat et à restaurer l'ordre urbanistique dans la capitale de l'Ouest. Dans le cadre de ces opérations, les services de la commune d'Oran ont procédé jeudi à la démolition d'une construc-

tion illégale et de trois fondations dans le quartier Bouamama (El Hassi), au niveau de la ferme Khe-missi n°07. Cette action a été menée en coordination avec le service de l'hygiène et de l'assainissement, la police de l'urbanisme et de l'environnement et le 141<sup>er</sup> commissariat urbain, conformément aux directives de la wilaya.

Pour rappel, mardi dernier, dans le quartier des Planteurs, une vas-

te opération de démolition a également été conduite par les services de la wilaya. Dix habitations illicites ont été démolies sous la supervision de la cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie du cabinet du wali, avec la participation des délégations communales de Sidi El Houari et de Mahieddine, des équipes d'hygiène et d'assainissement, ainsi que des sûretés urbaines n°07 et n°13.

## Commémoration de la Journée nationale de l'émigration Plusieurs projets inaugurés à Oued Tlélat

J. Boukraa

Sous le slogan «union et engagement» la wilaya d'Oran a célébré hier la 64<sup>ème</sup> anniversaire des manifestations la Journée nationale de l'émigration marquant les massacres du 17 octobre 1961. Cette cérémonie officielle, présidée par M. Samir Chibani, wali de la wilaya d'Oran, s'est tenue dans la daïra d'Oued Tlélat. La commémoration a débuté par la levée du drapeau national, l'exécution de

l'hymne national, suivie d'un moment de recueillement à la mémoire des martyrs, de la lecture de la Fatiha et du dépôt d'une gerbe de fleurs au carré des martyrs de la commune d'Oued Tlélat.

A l'issue de la cérémonie, M. le wali d'Oran a procédé à l'inauguration de plusieurs projets à Oued Tlélat dont deux nouvelles annexes administratives au quartier des 2.500 logements et une au quartier des 3.000 logements. Ces infrastructures modernes visent à

rapprocher l'administration des citoyens et à améliorer la qualité du service public dans ces nouveaux ensembles résidentiels. Notons qu'à travers cette commémoration, les autorités locales ont tenu à rendre hommage aux émigrés algériens, symbole de patriotisme, de fidélité et d'engagement envers la patrie, tout en réaffirmant les valeurs de solidarité et de cohésion nationale qui demeurent au cœur de l'identité algérienne.

## Santé La réalisation de neuf polycliniques en vue

La wilaya d'Oran a bénéficié de projets pour la réalisation de neuf polycliniques, a indiqué le directeur local de la santé et de la population, Hadj Boutouaf.

M. Boutouaf a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce programme, inscrit au titre de l'exercice financier 2026, répond à des indicateurs sanitaires ayant révélé une augmentation du nombre d'habitants dans plusieurs zones de la wilaya, ajoutant que cela nécessite le renforcement du réseau des établissements de santé de proximité, afin d'alléger la pression sur les grands hôpitaux.

Le même responsable a ajouté que ces nouvelles polycliniques seront implantées au niveau de communes et localités connaissant une forte croissance démographique, à l'instar de Chehairia, Benfreha et Oued Tlélat, entre autres.

A ce propos, il a précisé, à titre indicatif, que la commune d'Oued Tlélat a connu une importante extension urbaine, ce qui a nécessité la création de structures supplémentaires, en coordination avec la wilaya et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), pour la mise en place de salles de soins. Une

nouvelle polyclinique a également été inscrite au niveau de la zone de «La Sierra», dans la même commune, et fonctionnera 24h/24. M. Boutouaf a souligné que ces projets s'inscrivent dans une vision globale de développement du secteur de la santé au niveau local, visant à améliorer la prise en charge des patients et à renforcer la couverture sanitaire à travers les différentes agglomérations, notamment celles à forte densité de population. La wilaya d'Oran dispose actuellement de 57 polycliniques, dont 39 assurent un service continu (24h/24), a-t-il précisé.

## Pour évaluer et valider les projets des plans d'intervention Une commission de wilaya installée par le wali

J. Boukraa

Une commission wilayale chargée de la validation des plans d'intervention a été installée la semaine dernière par le wali lors de la dernière réunion du conseil exécutif. La mission principale de la commission consiste à évaluer et valider les projets de plans d'intervention, en veillant à leur conformité avec les normes de sécurité, leur cohérence avec les risques identifiés, et la pertinence des procédures prévues en cas d'accident. Cette commission, présidée par le secrétaire général de la wilaya, regroupe les membres du comité de sécurité, le directeur de la protection civile, les

directeurs de l'énergie et des mines, de l'industrie, des ressources en eau, de l'environnement, de l'urbanisme, de la santé, des travaux publics, des transports et des services agricoles, ainsi que le conservateur des forêts, l'inspecteur du travail, les chefs de daïras et présidents d'APC concernés. La direction de la protection civile assure le secrétariat permanent de cette structure.

La commission est également chargée de contrôler la mise en œuvre des mesures de prévention adoptées par les établissements afin de réduire les risques pour les travailleurs, la population, les biens et l'environnement. Par ailleurs, elle contribuera à renfor-

cer la culture de prévention des risques majeurs à travers la coordination entre les services techniques, les communes et les opérateurs économiques. D'autres points ont été abordés lors de la réunion du conseil exécutif, dont un rapport sur les constructions illicites et rappel des instructions du wali visant à éradiquer le phénomène du bâti anarchique et à protéger les terrains appartenant à l'Etat, un bilan du médiateur de la République, situation des «locaux du Président», vente aux enchères de véhicules vétustes, suivi des programmes d'investissement ainsi que de la consommation des crédits de paiement.

## Dar El Hayat Un quinquagénaire décède après une chute du 8<sup>ème</sup> étage

Un quinquagénaire a trouvé la mort jeudi matin après avoir fait une chute du huitième étage d'un immeuble de quinze niveaux (R+15) situé à Dar El Hayat, dans la commune et daïra d'Oran.

Le corps de la victime âgée d'environ 50 ans a été transporté vers la morgue de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident.

J.B.

## Ouverture du Salon international Batiwest Oran 2025 Le savoir-faire des entreprises algériennes salué



K. Assia

L'évolution remarquable du secteur du BTP en Algérie et les progrès réalisés par les entreprises spécialisées dans les matériaux de construction à l'exemple du ciment, le plâtre, la céramique entre autres ont été mis en exergue par le wali d'Oran M. Samir Chibani lors de l'ouverture, mercredi, de la 22<sup>ème</sup> édition du Salon international du logement, du bâtiment, des travaux publics «Batiwest Oran 2025» au CCO. En effet, le chef de l'exécutif a invité les entreprises spécialisées dans la fabrication de ces matériaux de construction à accompagner les promoteurs immobiliers publics et privés opérant dans le secteur de l'habitat. Ces produits 100% algériens et de qualité internationale sont utilisés dans la réalisation de milliers de logements, une véritable fierté pour le pays.

Tout en mettant l'accent sur l'importance de cette filière devenue un fleuron des exportations nationales, le wali d'Oran a rappelé la dynamique que connaît la ville d'Oran notamment en matière d'habitat et l'intérêt accordé par les hautes autorités à promouvoir le secteur de la construction avec la réalisation de nombreux projets structurants. Ainsi, cette édition organisée par «SB Events Com Company» et placée sous le slogan «bâtissons ensemble l'avenir» réunit 122 exposants dont quatre pays étrangers à l'exemple de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et de la Turquie.

Le Salon met en exergue la participation en force des entreprises spécialisées dans les matériaux de construction et le potentiel économique de la région notamment en matière de capacités de production, de développement et surtout d'exportation.

C'est l'exemple du groupe GICA et sa filiale (ECDE) Entreprise des ciments et dérivés d'Ech-Cheliff qui vient d'obtenir selon sa responsable de la communication Mlle Ghribi la certification de conformité aux normes algériennes «tedj» pour quatre de ses produits cimentiers à savoir le GICA béton sarii, le GICA benian, le GICA moudhad et le GICA indjzet. Il s'agit de la 1<sup>re</sup> entreprise au niveau national à obtenir cette certification de sorte qu'elle a également lancé la commercialisation des produits GICA

benian et GICA béton en sacs de 25 kg. Parallèlement, il a été procédé à la numérisation du service commercial avec la mise sur pied d'une plateforme digitale spécial clients.

D'autre part, le Salon met en exergue un autre leader algérien Taouab activant dans la fabrication du plâtre et basé à Boussaâda dans la wilaya de M'sila. Avec plus de 40 millions de m<sup>2</sup> de plaques fabriquées par an et 2 millions de tonnes de plâtre et ses dérivés par an, cette entreprise a pu s'imposer sur le marché national et exporte ses produits certifiés et répondant aux normes internationales vers 8 pays africains et européens, a noté Mme Douffi, responsable marketing, précisant qu'un autre produit de plâtre acoustique plus performant sera bientôt mis sur le marché. Autre progrès confirmé lors de cette édition est celui de l'entreprise «best câbles» spécialisée dans la production des câbles électriques domestiques et industrielles et basée à Oued Aleg dans la wilaya de Blida. Celle-ci compte élargir sa gamme de produits avec le lancement à partir de 2026 de câbles de moyenne tension de quoi répondre aux besoins du marché et aussi avec des perspectives d'exportation vers l'étranger, selon M. Meddah, technico-commercial à l'entreprise. D'autre part, une première cargaison de porcelaine sera exportée demain vers le Canada par l'entreprise «AZ CERAM» de Tizi Ouzou, apprend-on auprès de M. Khaled Hamadèche, responsable marketing.

A vrai dire, le marché des matériaux de construction se fraie un chemin sur les marchés européens, arabes et aussi africains via plusieurs opérations d'exportation. Ainsi et tout en explicitant l'importance de cette manifestation, le manager du Salon M. Ouali Zoubir a souligné l'importance de cet événement économique dans le développement de la coopération entre les différents acteurs des sorte que ce carrefour destiné aux professionnels va offrir la possibilité de comparer, en temps réel, les atouts différentiels des uns et des autres. Notons que le coup d'envoi de cette 22<sup>ème</sup> édition a été donné par le wali d'Oran, M. Samir Chibani, le consul de Turquie à Oran, M. Hasan Solak et des cadres de l'exécutif et des autorités civiles de wilaya d'Oran.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**BOUCHENAFYA Yahia**, 60 ans, Centre-ville  
**BENDJILALI Zohra**, 74 ans, Sidi El Houari  
**EL AMRI Mama**, 68 ans, Cité Petit  
**MEKAOUI Ali**, 91 ans, Haï Daya

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

26 rabie ethani 1447				
El Fedjr 05h49	Dohr 12h48	Assar 15h58	Maghreb 18h27	Icha 19h44





## Naâma

## Améliorer l'insertion des diplômés de la Formation

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a souligné, jeudi soir dans la wilaya de Naâma, l'importance de renforcer la coopération avec les partenaires économiques afin de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés du secteur. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, la ministre a insisté sur la nécessité de consolider la collaboration avec les partenaires économiques, tant locaux que nationaux, pour améliorer l'insertion des diplômés, encourager la recherche appliquée et valoriser les jeunes compétences. Elle a également mis en avant l'accès à une formation spécialisée et le soutien financier offert par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat.

Mme Arhab a procédé à l'inauguration de l'Institut spécialisé de formation professionnelle dans la daïra d'Ain Sefra, qui ouvre de nouvelles perspectives aux jeunes des communes du sud de la wilaya, en leur permettant d'accéder à une formation de qualité, adaptée aux besoins du marché du travail. En visitant les différentes installations de ce nouvel établissement de formation, baptisé au nom du chahid El-Amri Abdelkader, d'une capacité de 300 places pédagogiques et doté d'un internat de 120 lits, la ministre a indiqué que cet institut vise à accompagner efficacement les secteurs stratégiques, notamment l'agriculture, en offrant une formation spécialisée dans les domaines liés à l'agriculture et l'élevage, caractéristiques de l'économie locale de la wilaya de Naâma.



Elle a aussi donné des instructions aux responsables locaux du secteur afin de prendre en compte les spécificités régionales, en activant le rôle du Centre de développement de l'entrepreneuriat au sein des établissements de formation, pour faciliter l'intégration des diplômés dans le monde professionnel et les accompagner dans leurs parcours. Elle a aussi encouragé les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat, en créant des micro-entreprises et des projets innovants dans les domaines de la production agricole et du développement économique local. Mme Arhab a également rappelé les efforts du secteur visant à développer et généraliser les outils de numérisation dans sa gestion, notamment à travers le lancement récent du Référentiel national de la formation et des compétences, qui permet d'harmoniser les programmes de formation avec les besoins du marché de l'emploi, d'assurer la qualité des formations, et de répondre rapidement aux besoins en main-d'œuvre qualifiée des entreprises. Dans ce cadre, elle a fait part du lancement de la numérisation des contrats d'apprentissage, afin de permettre un accès direct aux opportunités d'apprentissage au sein des entreprises économiques.

Elle a aussi annoncé l'introduction, dès le début de l'année prochaine, de plus de 80 nouvelles spécialités techniques dans des domaines modernes tels que les industries électroniques, l'intelligence artificielle, l'économie verte et les énergies durables, pour répondre à la demande croissante des entreprises en main-d'œuvre qualifiée.

## Tlemcen, Tiaret

## Les préoccupations des deux wilayas exposées au ministre des Hydrocarbures

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, jeudi, les membres du Conseil de la nation, Abdelkader Kessar, représentant la wilaya de Tlemcen, et Lahcen Bekkouch, représentant la wilaya de Tiaret, afin d'écouter un certain nombre de préoccupations liées au secteur, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est tenue au siège du ministère, en présence de la secrétaire d'Etat chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, et de cadres du secteur. La rencontre a permis d'aborder des dossiers liés aux projets des usines de dessalement de l'eau de mer réalisées et aux projets en cours de réalisation pour renforcer la sécurité hydrique du pays, notamment au niveau des wilayas côtières de l'Ouest, et, en particulier, la wilaya de Tlemcen.

Il a également été question des activités et projets miniers dans plusieurs wilayas du pays, notamment l'état d'exploitation des carrières dans la wilaya de Tiaret, ainsi que des questions réglementaires et techniques se rapportant à la gestion de ces activités pour garantir leur pérennité. A ce propos, le ministre d'Etat a affirmé que l'exploitation des carrières se fait dans le cadre d'un dispositif juridique tenant compte des aspects environnementaux et économiques.

M. Arkab a rappelé, à cet égard, que l'Agence nationale des activités minières (ANAM) veille au respect des conditions d'exploitation conformément aux normes en vigueur, de manière à assurer un équilibre entre les impératifs de développement local et la protection de l'environnement. Au terme de la rencontre, le ministre d'Etat a salué le rôle des membres du Conseil de la nation dans l'accompagnement des efforts du Gouvernement à travers la transmission des préoccupations des citoyens et le suivi des projets de développement liés au secteur des hydrocarbures et des mines, conclut le communiqué.

## Tiaret

## Le style oranais revisité

El-Houari Dilmi

La maison de la culture et des arts « Ali Maâchi » de Tiaret se pare de ses beaux atours pour accueillir la 6ème édition du festival annuel de la chanson engagée, prévue du 07 au 11 novembre prochain. En attendant, la nouvelle direction de la maison de la culture et des arts, multiplie diverses activités pour animer la vie culturelle locale. Ainsi, le hall central de la maison de la culture et des arts "Ali Maâchi" a accueilli, mardi dernier, un très beau spectacle dédié au quatrième art.

En effet, le public présent a été gratifié d'un beau spectacle musical, dédié à la trompette et l'accordéon sous la baguette du chanteur, musicien et poète Djamel Nacer Ouanes. Virtuose du bel instrument à vent, Djamel Ouanes est un musicien de grand talent, rappelant le célèbre trompettiste et saxophoniste le regretté Messaoud Bellemou, le maître incontesté de la trompette et précurseur du style oranais et du raï moderne. Avec plusieurs arcs à sa corde, Djamel Ouanes, professeur d'anglais à la retraite, joue à merveille des instruments comme la trompette,

son instrument préféré, l'accordéon ou encore le luth. Connue pour être le premier à avoir introduit la trompette dans la ville de Tiaret au début des années 80, Djamel Ouanes, est membre de plusieurs troupes musicales, contribuant à la formation de nombreux musiciens en herbe dont des membres de sa propre famille. Ambidextre, cette qualité lui confère une admirable aisance pour jouer des deux mains avec plusieurs instruments de musique. Un après-midi musical qui a arraché le public mélomane présent du train-train quotidien et des bruits de la ville.

## Relizane

## Plus de 13.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de police de la wilaya de Relizane ont réussi à démanteler un réseau criminel organisé composé de quatre individus spécialisés dans le transport et la distribution de comprimés psychotropes, et ont saisi 13.650 unités de ces substances, a-t-on appris, vendredi, auprès de la Sûreté de wilaya.

La cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité

a précisé que "l'opération a été menée par la brigade de lutte contre les stupéfiants sur la base d'informations faisant état de l'activité d'un groupe de personnes impliquées dans la commercialisation de comprimés psychotropes au centre-ville de Relizane".

Un plan sécuritaire a été mis en place, ce qui a permis l'arrestation des quatre suspects et la saisie de la quantité men-

tionnée de substances psychotropes (prégabaline 300 mg), selon la même source. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des mis en cause, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Relizane pour "possession, stockage et transport de substances psychotropes en vue de la vente dans le cadre d'un réseau criminel organisé", souligne-t-on encore.

## Béchar

## Des renforts pour la protection civile

Le Directeur général de la Protection civile (DGPC), le colonel Boualem Boughelaf a souligné, jeudi à Béchar, à l'issue de sa visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya, l'importance de renforcer les structures et unités opérationnelles de ce corps constitué implantés à travers les zones frontalières du Sud-Ouest du pays en moyens matériels spécifiques d'intervention et d'évacuation.

La dotation des unités de la protection civiles disséminées à travers les régions et zones frontalières du Sud-Ouest en matériels spécifiques pour les opérations d'intervention et d'évacuation des personnes est indispensable pour le renforcement des prestations de la protection civile et des missions qui lui sont dévolues, a-t-il précisé, en marge de sa visite de l'unité secondaire du chef-lieu de la daïra frontalière de Lahmar.

Le colonel Boughelaf a, en outre, inspecté les différents services de cette structure opérationnelle, qui rayonne sur une superficie de 3.222 kilomètres carrés, comprenant trois communes frontalières, à savoir Lahmar, Boukaïs et Mougheul, avec un total 4.414 habitants, et qui contribue efficacement aux secours d'urgence, à l'évacuation des

malades vers les centres hospitaliers à Lahmar et au chef-lieu de wilaya, en plus des différentes missions en matière de lutte contre les incendies, notamment les incendies des palmeraies de cette collectivité, selon ses responsables.

Dans une déclaration à l'APS, le sous-directeur des statistiques et de la communication à la DGPC, le commandant Nassim Bernaoui, a affirmé que le renforcement en matériel et en équipements spécialisés des différentes unités de la protection civile, implantées dans les régions et zones frontalières du sud-ouest du pays, s'inscrit dans le cadre de la stratégie adoptée par la DGPC.

Celle-ci vise à doter ces structures opérationnelles en moyens logistiques nécessaires afin qu'elles puissent remplir leurs missions, aussi bien dans les zones urbaines que dans les régions éparses et nomades de ces zones.

Cette dotation logistique, qui s'étalera tout au long de l'exercice 2026 et 2027, permettra de fournir aux unités des moyens d'intervention mobile tous terrains, notamment des ambulances, en raison de la nature des terrains sahariens de ces zones, et ce, dans le but de consolider et d'améliorer les interventions de ces structures opérationnelles, a-t-il précisé.

## Mascara

## La présentation des fruits et légumes frais au menu

La vulgarisation des dispositions de l'arrêté interministériel du 2 octobre 2024, fixant la liste technique déterminant les caractéristiques et conditions de présentation des fruits et légumes frais destinés à la consommation humaine, a été au centre d'une journée d'étude et de sensibilisation organisée, jeudi à Tighennif, où l'accent a été mis sur l'importance de ce texte réglementaire pour la protection de la santé du consommateur.

Le chef du Bureau de la promotion de la qualité et des relations avec le mouvement associatif à la Direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Ahmed Sassi, a expliqué que cet arrêté constitue une étape importante vers la régulation de la commercialisation des fruits et légumes frais sur les marchés locaux, en imposant des conditions et normes visant à améliorer la qualité des produits exposés, rehausser le niveau de concurrence, améliorer l'aspect général des marchés, tout en protégeant la santé des consommateurs.

Il a souligné que cet encadrement légal favorise un meilleur niveau de sécurité sanitaire et une qualité de vie supérieure pour le consommateur, tout en renforçant sa confiance dans les produits

locaux, notamment les fruits et légumes frais.

Le même responsable a précisé que l'arrêté oblige les commerçants à garantir que leurs produits soient exempts de toute substance ou résidu d'origine chimique, minérale ou organique, et qu'ils soient constamment protégés contre toute source de contamination ou d'altération pouvant nuire à leur qualité.

Ahmed Sassi a également annoncé que la direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national poursuivra l'organisation de telles rencontres de sensibilisation au profit des commerçants et opérateurs économiques de la wilaya, jusqu'au début de l'année prochaine, dans le but de renforcer la compréhension et l'appropriation de ce texte réglementaire par les acteurs du secteur.

A noter que cette rencontre a été initiée par la direction précitée, en coordination avec le bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), ainsi que les chambres de commerce et d'industrie "Beni Chougrane" et d'agriculture, avec la participation de représentants de producteurs de fruits et légumes et d'opérateurs économiques du secteur agricole de la wilaya.



## Djen Djen-El Eulma

### Projet de la pénétrante autoroutière: passer à la vitesse supérieure

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, jeudi au siège du ministère, une réunion de travail consacrée à l'évaluation de la mise en œuvre des instructions données lors de ses dernières visites de terrain au sujet du projet de la pénétrante autoroutière Djen Djen-El Eulma, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue en présence de cadres centraux du ministère, du directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), ainsi que des représentants des entreprises de réalisation nationales et étrangères et du bureau d'étu-

des, a permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux et sur les mesures prises afin d'accélérer la réalisation de ce projet long de 110 km, traversant les wilayas de Jijel, Mila et Sétif, précise la même source. M. Djellaoui a, à cette occasion, suivi un exposé sur l'état d'avancement des travaux, les entreprises de réalisation s'étant engagées à livrer le projet par étapes, selon un calendrier de travail tenant compte des délais d'exécution et prévoyant la levée des obstacles en coordination avec les différents intervenants.

Dans ce cadre, le ministre a insisté sur le strict respect du calen-

drier fixé, appelant à conjuguer les efforts sur le terrain et à renforcer la coordination entre toutes les parties, afin de garantir la livraison du projet dans les délais impartis et avec le niveau de qualité exigé. Il a également ordonné aux structures centrales du ministère d'identifier et de résoudre immédiatement les contraintes rencontrées sur le terrain, en collaboration avec les autorités locales, afin de maintenir le rythme des travaux. Il a enjoint aux responsables de l'ADA d'assurer un suivi quotidien du projet, notamment en matière de maîtrise des coûts et de qualité de réalisation.

## Ouargla

### Le chantier du CHU avance à une «bonne cadence»



Les travaux du chantier du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Ouargla avancent à une «bonne» cadence, dans le respect des délais contractuels, ont indiqué les responsables du suivi du projet. D'une capacité de 400 lits, cet établissement hospitalier, appelé à renforcer les capacités de prise sanitaire dans la région et se constituer en pôle médical universitaire au Sud-est du pays, enregistre "un avancement soutenu de ses chantiers, conformément aux cahiers de charges et dans le respect des normes de qualité des travaux d'exécution", a affirmé le représentant du bureau d'études chargé du suivi du projet, l'architecte Abdelhamid Nahnah.

Le chantier enregistre l'achèvement d'une importante partie des travaux de terrassement et des

œuvres en béton, en sus de la réalisation en cours des pavillons de cette structure, à la faveur d'une coordination quotidienne entre les divers intervenants dans ce projet, a-t-il détaillé.

Abondant dans ce sens, un responsable de l'entreprise Cosider, réalisatrice du projet, Abdelmalek Boumetheldjet, a indiqué que ce rythme soutenu de réalisation du projet est le fruit de la coordination permanente entre les autorités locales et les divers secteurs concernés, en vue d'aplanir les contraintes techniques, en plus de l'adoption d'un système de travail par rotation dans le chantier pour accélérer les travaux et oeuvrer à livrer les projets dans les délais impartis, fixés à 36 mois.

Il a évoqué la mobilisation de plus de 600 travailleurs, ouvriers

et techniciens pluridisciplinaires, à l'effet d'accélérer l'exécution du projet, sous la supervision de l'entreprise Cosider, spécialisée dans les grands projets du secteur de la santé.

Selon le même responsable, les chantiers avancent à un rythme «satisfaisant», dans le respect des clauses du cahier de charges et des normes techniques, en optant pour l'utilisation de matériaux de construction conformes aux standards internationaux.

Cette structure hospitalière d'envergure régionale qui englobe la faculté de médecine, sera dotée d'unités spécialisées équipées en moyens modernes, a souligné, pour sa part, le directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya d'Ouargla, Ahmed Sengari.

## Bordj Bou Arréridj

### Un réseau trafic de fausse monnaie démantelé

Les éléments de la brigade de sécurité et d'investigation de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Bordj Bou Arréridj ont démantelé un réseau criminel international, composé d'individus de nationalités africaines, spécialisé dans le trafic et la circulation de fausse monnaie en devises étrangères, a-t-on appris jeudi auprès

de ce corps constitué. Selon la même source, cette opération a été menée à la suite d'informations faisant état de l'existence d'un réseau organisé se livrant à la circulation et à la diffusion de devises falsifiées. L'intervention a permis la saisie de 36 billets contrefaits de 100 euros, ainsi que de matériels et outils utilisés dans les

opérations de falsification, notamment un coffre-fort en acier, une bouteille en verre contenant une substance hallucinogène et un téléphone portable. Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures judiciaires requises, les suspects seront déférés devant les juridictions territorialement compétentes, a-t-on précisé.

## Bouira

### Un enfant meurt percuté par une voiture

Farid Haddouche

Un tragique accident de la circulation s'est produit jeudi après-midi. Les éléments de la pro-

tection civile d'Ain Bessem sont intervenus jeudi à 14h38 à la suite d'un accident survenu sur la route nationale n° 25, au lieu-dit El Khe-nanfa, village de Sidi Yahia, dans

la commune et daïra d'Ain Bessem. Une voiture a percuté un enfant âgé de 10 ans, alors qu'il traversait la route. L'enfant n'a malheureusement pas survécu malgré l'intervention des secours. Sa dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital d'Ain Bessem. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

## Alger

### 10 ans de prison pour avoir vandalisé des véhicules

Le tribunal de Chéraga près la Cour d'Alger a prononcé, mercredi, une peine de dix (10) ans de prison ferme à l'encontre d'un individu pour avoir bloqué la voie publique et vandalisé des véhicules de citoyens dans la commune d'Ouled Fayet, indique un communiqué du procureur de la République près le même tribunal. "Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Chéraga informe l'opinion publique qu'il a été saisi par les services de police judiciaire compétents, à la suite de la diffusion de plusieurs vidéos montrant un individu qui coupait la voie publique et vandalisait des voitures de citoyens près du rond-point de la cité universitaire d'Ouled Fayet 2 pour filles", précise la même source. Suite à quoi, "le parquet de la République a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire, qui a abouti à l'arrestation du suspect en question", le dénommé Adel Khramsia, né le 02/01/2000 à Bordj Bou Arreridj, célibataire, repris de justice et résidant à Ouled

Fayet, selon le communiqué. En date du 15/10/2025, le mis en cause a été présenté devant le parquet de la République qui, à l'issue de son audition, a ordonné de le renvoyer devant la chambre correctionnelle, conformément à la procédure de comparution immédiate, pour le délit de destruction de biens de l'Etat, coups et blessures volontaires sur mineur de moins de 16 ans, port d'armes de catégorie 6 sans motif légal, destruction volontaire des biens d'autrui et atteinte à l'ordre public", ajoute la même source. "Ces actes sont prévus et punis par la loi en vertu des dispositions des articles 269, 290 bis, 407, 407 bis et 442 bis, alinéa 2 du code de procédure pénale, ainsi que l'article 39 de l'ordonnance n° 97-06 relative au matériel de guerre, aux armes et aux munitions", note le communiqué.

"Après comparution du mis en cause devant le tribunal, une peine de dix (10) ans de prison ferme assortie d'une amende de 1 million de dinars a été prononcée à son encontre, avec mandat de dépôt séance tenante", conclut le communiqué.

### Arrêté pour outrage à un corps constitué via les réseaux sociaux

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation d'un individu, repris de justice, pour outrage à un corps constitué via les réseaux sociaux, indique jeudi un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant de la police judiciaire de la circonscription administrative d'El Harrach, ont procédé, au cours de cette semaine, à l'arrestation d'un individu, repris de justice, pour outrage à un corps constitué via les réseaux sociaux", ajoute

le texte. "Cette affaire a été déclenchée suite à la diffusion, sur les réseaux sociaux, d'une vidéo montrant une personne proférant des propos injurieux et se livrant à des gestes répréhensibles à l'encontre d'un corps constitué", précise la même source, poursuivant qu'"en coordination avec le parquet territorialement compétent, la police judiciaire a entamé les investigations nécessaires ayant permis l'identification du suspect et son arrestation". Le mis en cause a été présenté devant le parquet territorialement compétent, conformément au dossier de procédure pénale, conclut le communiqué.

## Tizi-Ouzou

### Le plaidoyer du SG du HCA

Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a réaffirmé, jeudi à Tizi-Ouzou, le rôle central de cette institution dans la promotion de Tamazight, tout en plaçant pour un renouvellement de ses prérogatives et de sa gouvernance.

Invité du Forum "Tizi n Yidles" de la radio Tizi-Ouzou, M. Assad a dressé le bilan des 30 ans d'existence du HCA, marqués, selon lui, par des "avancées significatives", notamment l'intégration de Tamazight dans l'enseignement et la recherche scientifique. Afin de renforcer la mission du HCA, son secrétaire général a notamment préconisé de renforcer les prérogatives de l'institution et d'activer ses organes internes, d'en réviser la gouvernance, en plus de la création d'annexes locales pour un déploiement territorial complet.

Abordant la question de la généralisation de Tamazight, M. Assad a indiqué que "jusque-là, nous avons réalisé un parcours positif", ajoutant que cela "est le fruit des efforts consentis par l'Etat pour la promotion et le développement de Tamazight de manière progressive".

Il a rappelé, à cet égard, la rencontre de Blida sur la "promotion de Tamazight dans le cadre de la sécurité identitaire", en mai dernier, et qui avait permis de dégager une recommandation

sur l'intégration de Tamazight comme matière obligatoire à terme à tous les niveaux de l'enseignement par la révision de la loi d'orientation sur l'éducation. M. Assad a également mis en exergue la collaboration étroite avec le secteur de l'enseignement supérieur pour renforcer les formations universitaires, citant à ce propos, l'Ecole normale supérieure (ENS) et ses annexes (Tizi-Ouzou et Bejaïa) ainsi que l'Ecole supérieure des sourds-muets, comme des "atouts" pour améliorer la qualité de l'enseignement. L'annexe de l'ENS de Tizi-Ouzou, inaugurée récemment, a enregistré 143 inscrits cette année. Abordant le volet des activités culturelles et le Prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes, le même responsable a mis en avant les efforts du HCA pour la promotion du livre, des arts amazighs et la consolidation de la production littéraire. Selon lui, toutes les œuvres primées durant les cinq éditions passées de ce Prix, au nombre de 47, sont éditées et disponibles sur la plate-forme ADLIS.

En outre, 670 ouvrages sont enregistrés sur la plateforme du HCA, sans compter ceux de cette année, à savoir 131 en linguistique, 147 en patrimoine, 311 en littérature et traduction et 51 en technologie et numérique, a-t-il mentionné.

#### Horaires des prières pour Alger et ses environs

26 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h23	Dohr 12h33	Assar 15h41	Maghreb 18h11	Icha 19h29
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



#### Horaires des prières pour Constantine et ses environs

26 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h19	Dohr 12h19	Assar 15h28	Maghreb 17h58	Icha 19h15
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## Equipe nationale Vladimir Petkovic face au défi du renouveau

M. Zeggai

Les lampions se sont éteints. La fête grandiose, digne des grandes soirées footballistiques, comme l'a souligné la presse internationale, s'est achevée. L'objectif du sélectionneur national, Vladimir Petkovic a été atteint. Désormais, place à la continuité dans le travail en prévision de la prochaine coupe d'Afrique des nations. Après deux éliminations consécutives sans gloire en phase finale de la compétition continentale, les Verts sont à présent investis de la lourde responsabilité de confirmer le retour de l'équipe nationale sur le devant de la scène. Tout le monde s'interroge déjà sur l'identité des joueurs qui auront l'honneur de défendre les couleurs nationales, lors de la plus grande compétition continentale. Le coach national et son staff, tenus de trouver le meilleur équilibre, n'ont pas le droit à l'erreur pour le rajeunissement de l'équipe nationale. Pour cela, les deux prochaines dates FIFA consacrées aux matches amicaux au mois de novembre prochain constituent une belle opportunité pour mettre sur pied un groupe compétitif. Là, les spéculations vont bon train. Les nouveaux ont marqué des points, tandis que certains anciens, usés par le poids de l'âge et une baisse de régime flagrante, semblent avoir atteint leurs limites. L'entraîneur national l'a d'ailleurs reconnu : « les places sont devenues très chères et il est très difficile maintenant d'établir la liste élargie ». La logique et la réalité du terrain veulent qu'un sang neuf soit injecté afin d'apporter davantage d'enthousiasme et de percussions à l'équipe et d'assurer l'avenir de l'EN. Plusieurs jeunes ont déjà prouvé qu'ils possèdent de solides arguments techniques pour être les dignes successeurs de leurs aînés.



Compte tenu de son statut de favori au sacre continental et de ses ambitions, l'équipe nationale n'ira pas pour faire de la figuration. Bien au contraire. Le choix du coach est déterminant et devra être judicieux pour atteindre les objectifs fixés et surtout pour atteindre aux attentes d'un public, toujours aussi exigeant. Vladimir Petkovic devra préparer la prochaine échéance avec l'ambition de confirmer le retour de la sélection au premier plan. Les nouveaux ont prouvé qu'ils ont du talent. Ce qui signifie que des changements s'imposent en attendant la concurrence pour le poste de gardien de but. En défense, le coach aura l'embarras du choix pour le poste des arrières latéraux avec la découverte des Belghali,

Dorval et Chergui dont les performances ont été convaincantes en attendant le rétablissement d'Aït Nouri. Au milieu, avec le retour de Bannacer, la présence de Bentaleb, Boudaoui et probablement Zerrouki qui pourrait être un élément déterminant dans la récupération et la gestion des duels contre les équipes africaines. Sur le plan offensif, l'EN semble bien armée avec les Aouar, Chaïbi, Maza, Hadj Chaïbi, Moussa et Kebbal. Des éléments tels que Bouanani et Chiakhia qui attendent toujours leur chance. Du beau monde en perspective en prévision des prochaines échéances officielles. Reste à savoir comment Petkovic va-t-il réagir au projet du rajeunissement de l'EN ? Là est toute la question.

## Il y a un an nous quittait Belaid Lacarne Le sifflet de la sagesse et de la droiture

Cela fait déjà un an que nous avons quittés Hadj Belaid Lacarne. L'homme qui a donné ses lettres de noblesse à l'arbitrage national. L'homme qui a révolutionné l'arbitrage algérien. Lacarne a eu l'honneur d'être le premier arbitre algérien à être désigné en Coupe du monde en 1982 où il a fait honneur à l'Algérie par son sens de professionnalisme, son élégance et sa maîtrise dans la gestion des matches. Son nom restera à jamais gravé dans les mémoires comme celui qui a dignement représenté l'Algérie dans les plus hautes sphères de l'arbitrage algérien, continental et mondial. L'Algérie perd une icône et un grand serviteur du football national et une compétence reconnue à l'échelle mondiale après avoir sacrifié toute sa vie pour le football et l'arbitrage. Hadj Belaid Lacarne, considéré comme l'un des meilleurs sifflets algériens et africains de l'histoire, incarnait à lui seul l'élégance, la modestie, la compétence, le sérieux, la droiture et l'honnêteté qui lui ont permis de gravir tous les échelons. Véritable référence, il a formé des générations entières d'arbitres et a

laissé derrière lui une riche histoire et une empreinte indélébile. Son sens aigu de la communication, son verbe facile, sa disponibilité et son suivi permanent de l'évolution ont fait de lui un modèle de respect et d'écoute.

Ancien footballeur sous les couleurs de l'USMBA, Hadj Belaid Lacarne avait choisi de changer de voie pour embrasser la carrière d'arbitre. Un choix qu'il n'a jamais regretté et qui s'est révélé être une véritable vocation qui lui a permis de gravir tous les échelons jusqu'au grade suprême. Aujourd'hui, il est unanimement reconnu comme l'un des meilleurs arbitres, formateurs et évaluateurs au sein des structures de la CAF et la FIFA et surtout comme l'un des véritables serviteurs de l'arbitrage algérien. Ancien président de la LOFA et de la FAF, Hadj Belaid Lacarne a été également président de la commission d'arbitrage, au sein de la FAF avant d'être nommé à la Confédération africaine de football de la FIFA pour siéger pendant plusieurs années comme membre de la commission d'arbitrage au sein de ces deux instances internationales en tant qu'expert FIFA. Il a gagné l'esti-



me de tous ceux qui suivent de près l'arbitrage par son professionnalisme et son travail minutieux, sans aucun parti pris. Lacarne restera à jamais gravé dans la mémoire pour tout ce qu'il a réalisé pour le football algérien et africain. Son départ laisse un grand vide, mais son héritage continue d'inspirer tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître et de l'accompagner dans sa noble mission au service de l'arbitrage.

M. Zeggai

## Les Verts de l'Europe Angleterre : Retour d'Aït-Nouri

Bonne nouvelle pour Manchester City et pour l'équipe nationale: Rayan Aït-Nouri a participé à l'entraînement collectif après plusieurs semaines d'absence. L'international algérien, éloigné des terrains depuis la fin août en raison d'une blessure à la cheville, a repris les séances et pourrait réintégrer la compétition dès ce week-end.

Ce contretemps l'a notamment privé des deux derniers rassemblements des Verts ainsi que de

plusieurs rencontres de Premier League. Sa guérison tombe à point nommé pour Pep Guardiola, qui compte beaucoup sur lui pour stabiliser le couloir gauche de la défense manchesterienne, souvent remaniée ces dernières semaines. Selon Le Manchester Evening News, Aït-Nouri pourrait être convoqué pour le match face à Everton, prévu aujourd'hui à l'Etihad Stadium, sous réserve d'une validation médicale définitive.

## OM : Une forte décision imminente pour Amine Gouiri

Lors d'un choc avec le gardien Salim Magoola de l'Ouganda mardi dernier dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026, Amine Gouiri a été victime d'une blessure. L'Algérien est d'ores et déjà forfait avec l'Olympique de Marseille pour affronter Le Havre ce soir en Ligue 1. Alors que les premiers examens ont été rassurants, le staff

médical phocéien se préoccupe du problème à l'épaule de l'ancien Lyonnais. Deux options sont étudiées selon les informations de La Provence au sein de l'OM. Soit un travail sur quatre semaines pour tenter de régler le souci ou une opération, synonyme d'une longue absence. Mais, les dirigeants marseillais et Gouiri devraient prendre une décision hier.

## Allemagne : Wolfsburg attend Amoura

Après une trêve internationale brillante, Mohamed Amoura retrouve Wolfsburg avec la ferme intention de relancer la machine. Auteur de quatre buts en deux matches avec l'EN, dont un doublé décisif face à l'Ouganda, l'attaquant de 25 ans est désormais attendu au tournant en Bundesliga. Paul Simonis, l'entraîneur du VfL Wolfsburg, a reconnu sans détour que la dernière prestation du Fennec contre Augsburg n'avait pas été à la hauteur. « Sa performance lors du dernier match n'était pas bon-

ne, mais cela peut arriver. Ce qui compte, c'est la réaction », a-t-il déclaré en conférence de presse. Le staff espère désormais voir le même Amoura explosif et décisif que celui aperçu sous le maillot vert des Verts. Selon les médias allemands, Amoura devrait renouer aujourd'hui avec la compétition. Le public de Wolfsburg espère désormais que la réussite de l'Algérien avec les Fennecs marquera le début d'un nouveau chapitre pour l'un des joueurs les plus explosifs du championnat allemand.

## Ligue 1 (8e journée) Le MCO stoppera-t-il la JS Saoura ?



Deux matches sont programmés aujourd'hui dans le cadre de la 8e journée. Le premier aura pour théâtre le stade Miloud Hadeï entre la JS Saoura, actuelle leader du championnat de Ligue 1, et le MC Oran. C'est la suspense qui règne entre une équipe Sudiste qui a l'intention de confirmer son début de saison convaincant d'autant plus qu'elle reste sur une belle série de six matches d'invincibilité, quatre victoires et deux nuls. En face, le Mouloudia d'Oran veut coûte que coûte s'imposer pour rejoindre le peloton de tête et surtout se racheter après sa défaite concédée à Khenchela qui est restée en travers de la gorge de ses supporters. Le match s'annonce difficile pour les deux teams. Le MCO entend exploiter l'avantage du terrain et l'apport du public pour atteindre l'objectif

fixé et éviter le doute. Pour leur part, les gars de la Saoura devront se surpasser et sortir le grand jeu pour préserver la dynamique et consolider leur première place. La deuxième empoignade mettra aux prises l'ESBA au CSC qui se partagent la 7e place avec neuf points chacun. Les Constantinois du Chabab devront tout de même faire preuve de vigilance face à une équipe de Ben Aknoun. Le nouveau promu, après sa dernière victoire acquise El-Bayadh, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et compte épingler le CSC à son tableau de chasse. Les Algérois du coach Mounir Zeghdoud, auteurs de cinq matches sans défaite, sont capables de créer la sensation et enchaîner pour préserver leur invincibilité. Mais attention au sur-saut d'orgueil des Sanafirs qui, même s'ils soufflent le chaud et le froid ces derniers temps, ne sont pas faciles à manier.

M. Z.

### Aujourd'hui

ES Ben Aknoun - CS Constantine 15h00  
MC Oran - JS Saoura ..... 18h00



## Pauvres et exposés aux chocs climatiques

### La double peine pour près de 900 millions de personnes

Près de 80% des pauvres dans le monde, soit près de 900 millions de personnes, sont en plus directement exposés à des aléas climatiques renforcés par le réchauffement de la planète, un «double fardeau» sur lequel alerte l'ONU vendredi. Canicule, sécheresses, inondations... «Personne n'est épargné par les impacts de plus en plus forts et fréquents du changement climatique (...), mais les plus pauvres d'entre nous sont le plus durement touchés», commente Haoliang Xu, patron par intérim du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Alors la COP30 au Brésil en novembre «doit être l'occasion pour les dirigeants mondiaux de considérer l'action climatique comme une action contre la pauvreté», dit-il dans une déclaration écrite à l'AFP.

Le PNUD et le centre de recherche Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain (OPHI) publient chaque année l'Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle, qui brasse désormais des données de 109 pays où vivent 6,3 milliards de personnes.

Cet indice prend en compte des indicateurs comme la malnutrition, la mortalité infantile, mais aussi le manque de logements adéquats, de systèmes d'assainissement, d'électricité, ou d'accès à l'éducation.

Selon leurs conclusions, 1,1 milliard de personnes vivaient en 2024 dans une pauvreté multidimensionnelle «aiguë», dont la moitié de mineurs. Les chiffres, similaires à ceux



de l'année précédente, témoignent également d'une tendance à la stagnation de cette pauvreté multidimensionnelle, illustrée dans le rapport par la famille de Ricardo.

Membre de la communauté indigène guarani, il vit à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie, avec sa femme, ses trois enfants, ses parents, sa soeur divorcée et ses enfants.

Au total 19 personnes, un seul petit logement, une seule salle de bain, des revenus rares, une cuisine au bois et au charbon, aucun enfant scolarisé.

#### LES 4 EN UNE SEULE ANNÉE

Deux régions sont particulièrement touchées par cette pauvreté: l'Afrique sub-saharienne

(565 millions de pauvres) et l'Asie du Sud (390 millions), en outre très vulnérables aux impacts du changement climatique. Dans ce contexte, à quelques semaines de la COP30, le PNUD et l'OPHI ont voulu cette année mettre en lumière le «chevauchement» entre cette pauvreté et l'exposition à quatre risques environnementaux: chaleur extrême (au moins 30 jours dépassant 35°C), sécheresse, inondations et pollution de l'air (concentration de particules fines). Résultat, 78,8% de ces populations pauvres (887 millions de personnes) sont exposés directement à au moins une de ces menaces, avec la chaleur extrême arrivant en tête (608 millions), devant la pollution (577), les inondations (465) et la sécheresse (207).

651 millions sont exposés à au moins deux des risques, 309 millions à trois ou quatre risques, et 11 millions ont même déjà subi les quatre en une seule année. «La concomitance de la pauvreté et des aléas climatiques est clairement un problème mondial», insiste le rapport. Et la multiplication des événements climatiques extrêmes menace les progrès de développement. Ainsi, l'Asie du Sud a prouvé son «succès» en matière de lutte contre la pauvreté mais, avec 99,1% de sa population pauvre exposée à au moins un aléa climatique, la région «doit une fois encore tracer un nouveau chemin, équilibrant réduction déterminée de la pauvreté et action climatique innovante».

Alors que le climat actuel est ré-

chauffé d'environ 1,4°C déjà par rapport au XIXe siècle, la situation risque encore de s'aggraver et les projections estiment par exemple que les pays les plus pauvres aujourd'hui sont ceux qui seront le plus frappés par l'augmentation des températures. «Face à ces pressions qui se chevauchent, il faut donner la priorité à la fois aux populations et à la planète, et surtout passer de la description à l'action rapide», plaide le rapport. «Aligner réduction de la pauvreté, baisse des émissions, adaptation aux impacts et restauration des écosystèmes permet l'émergence et le développement de communautés résilientes, sans laisser personne au bord de la route, en particulier ceux en première ligne dans un monde qui se réchauffe».

## Pour les migrants centrasiatiques

### La tentation de l'Occident



«On va travailler sur les mots de la santé», annonce une professeure d'allemand à des infirmières ouzbèkes en partance pour l'Allemagne. Comme elles, un nombre croissant de ressortissants d'Asie centrale tentent leur chance dans des pays occidentaux, intéressés par cette main d'œuvre habituellement attirée par la Russie.

Au programme pour ces infirmières dans la capitale Tachkent: révision du vocabulaire. Comment dire retraité, surpoids, fauteuil roulant... Grâce au bouche à oreille, Chakhnoza Goulmourotova, aide-soignante, s'est inscrite à ce programme d'immigration grâce à la multiplication d'accords entre pays européens et centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan). «Honnêtement, le salaire m'a intéressée en premier lieu», dit Mme Goulmourotova, à l'instar de nombreux Ouzbeks interrogés par

l'AFP. Avec une promesse de salaire de 2.200 euros nets, la trentenaire multipliera ses revenus par sept. Tout le monde y trouve son compte. Les travailleurs obtiennent un emploi mieux rémunéré, les gouvernements centrasiatiques s'offrent la paix sociale en s'évitant chômage et paupérisation d'une population jeune, tandis que les employeurs européens pourvoient des postes vacants via une immigration contrôlée et formée.

Pour l'Allemagne, comme d'autres pays européens en crise démographique, cette main d'œuvre est vitale. D'après le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (CIDPM), «certains pays de l'UE connaissant une pénurie croissante de main-d'œuvre dans des secteurs clés cherchent activement à recruter des travailleurs centrasiatiques», avec plus de 75.000 permis de travail délivrés en 2023.

#### «STRESS»

Mais l'Occident comme alternative à la Russie n'a rien d'évident pour les Centrasiatiques. «Ce départ en Allemagne me stresse beaucoup», reconnaît l'ambulancier Oumidjon Aljonov, ayant étudié en Russie. «Je n'aurais jamais pensé apprendre l'allemand, mais maintenant c'est ma vie», dit le trentenaire, qui espère faire venir sa famille.

A Tachkent, dans un centre gouvernemental d'immigration, des dizaines d'hommes en partance pour des usines automobiles sud-coréennes écoutent des fonctionnaires énumérant les règles à respecter, dont l'interdiction de prier au travail. Face à eux, une citation du dirigeant Chavkat Mirziyoyev rappelle que «le travail est la norme suprême», même si cela implique d'aller en trouver à des milliers de kilomètres. «La géographie de la migration de travail s'est considérablement élargie.

Auparavant, la migration (centrasiatique) était avant tout en direction d'autres pays d'ex-URSS», explique Bobour Valiev, responsable des partenariats étrangers à l'agence ouzbèke pour l'immigration. «Désormais, nous essayons d'envoyer des Ouzbeks vers les pays développés: Allemagne, Slovaquie, Pologne, Corée du Sud, Japon et nous négocions avec la Finlande, la Norvège, le Canada et les Etats-Unis», détaille M. Valiev.

Pour les Centrasiatiques, la Russie a longtemps représenté l'unique bouée de sauvetage dans le marasme économique post-soviétique et les envois de fonds représentent une part colossale des PIB (Produit intérieur brut) locaux. D'après le CIDPM, «aucune autre destination ne peut pour l'heure absorber annuellement plusieurs millions de travailleurs centrasiatiques».

#### «INSULTES»

Mais la tendance est nette: la Russie est moins attractive. Le contingent ouzbek, le plus important en Russie, estimé à 4-6 millions en 2016, a chuté à moins d'un million aujourd'hui, d'après Tachkent.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, les migrants sont encore plus vulnérables: au printemps, Moscou a annoncé avoir envoyé au front 20.000 personnes originaires d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizstan qui avaient reçu un passeport russe. A cela s'est ajouté le durcissement de la politique migratoire après l'attentat dans une salle de concert à la périphérie de Moscou, qui avait fait 149 morts, et l'arrestation de Tadjiks. «En Russie, la police vérifie tes documents partout», se rappelle Azimjon Badalov, un Tadjik qui y a travaillé dix ans. «En tant que migrant, il m'était impossible de me déplacer librement», raconte-t-il à l'AFP.

Dans plusieurs régions, les migrants sont localisés via une application gouvernementale sur leur téléphone et de nombreuses professions leur sont interdites. Aujourd'hui, M. Badalov «préfère largement travailler au Royaume-Uni plutôt qu'en Russie» et ramasse des fraises au sud de Londres, dit-il, joint par téléphone par l'AFP.

Alexandre Kouloutchkov, Kirghiz de 21 ans, se souvient des «insultes» racistes en Russie. Employé d'un camping d'une petite ville allemande, il découvre des conditions de travail avantageuses.

«On a des journées de travail de huit heures, des week-ends, des congés et des heures supplémentaires payées», dit-il au téléphone à l'AFP. Son employeur lui a proposé un nouveau contrat et Alexandre réfléchit à s'installer. «Si j'étudie et que je trouve un bon travail, ce sera la belle vie».



## Cameroun Le juteux business de la fuite des cerveaux



«Visa d'étude, visa de travail, résidence permanente. Voyagez quand et comme vous voulez», promet une publicité. Alors que les Camerounais se préparent à voter pour la présidentielle dimanche, les diplômés regardent ailleurs, une fuite des cerveaux qui nourrit un marché en pleine expansion. A Douala, capitale économique du pays, impossible de rater la dizaine de bannières rouges et blanches serties de feuilles d'érables alignées sur une avenue du quartier de Bonamoussadi. Elles signalent les locaux d'«Objectif Canada», une agence récemment ouverte pour «accompagner à la procédure d'immigration canadienne». A la réception, Michael, 38 ans, est venu se renseigner pour sa compagne. «Elle est titulaire d'une licence en sécurité informatique mais n'a pas trouvé de travail dans son domaine», explique-t-il. Le Cameroun, dirigé depuis 43 ans par Paul Biya, 92 ans, plus vieux chef d'Etat au monde et candidat à sa réélection, est l'une des plus grandes économies d'Afrique centrale. Mais son développement reste entravé par ses problèmes de gouvernance. L'an dernier, 40% des 30 millions de Camerounais vivaient sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale. Dans ce contexte, plus de la moitié des jeunes Camerounais (51%) «ont pensé à émigrer», indiquait l'an dernier un sondage de l'institut africain Afrobarometer. «La recherche de travail, les difficultés économiques et la pauvreté sont les principales raisons», et l'Amérique du Nord

la «destination préférée», soulignait-il. «C'est une perte» à plusieurs niveaux, déplore le politologue Stéphane Akoa: ce sont des «individus hautement qualifiés», et l'argent dépensé par l'Etat pour les former n'est «pas rentabilisé et profite à d'autres pays». L'an dernier, le Cameroun a été le premier pays pourvoyeur de nouveaux résidents permanents au Canada, tant au Québec francophone (9.127 personnes, en hausse de 42% par rapport en 2023) que dans le reste du pays anglophone (10.395), selon les autorités canadiennes.

### «MILLIONS DE FRANCS»

«L'immigration canadienne a le vent en poupe», confirme Stéphane Bofia, fondateur d'Objectif Canada. Cet informaticien de 34 ans fournit un site en ligne de préparation aux examens de langue réclamés par les services de l'immigration, moyennant 45.000 francs CFA (70 euros) pour trois mois. Il propose également un service d'accompagnement personnalisé qui se facture «en millions de francs» CFA, soit un minimum de 1.500 euros. «On ne fait pas la promotion de l'immigration», mais «la demande existe» et «le client adhère facilement», souligne M. Bofia. A 27 ans, Martial s'est offert les services d'une autre agence de Douala. Après avoir déboursé près de 3.000.000 de francs CFA (4.500 euros), l'ingénieur en agronomie espère rejoindre le Canada d'ici huit mois. «Ici, les opportunités sont limitées à un petit nombre de personnes», justifie-t-il. Il a choisi ce pays après avoir

été encouragé par des camarades d'études déjà sur place, et parce que l'immigration y est «plus ouverte et plus facile». Et l'élection présidentielle de dimanche n'y changera rien. «Il peut y avoir du changement, mais je préfère d'abord partir», dit-il en riant.

### DUBAÏ, LETTONIE, BÉLARUS...

Cécile 25 ans, étudiante en master de droit, souhaite également quitter le Cameroun, car pour y devenir avocate, «les procédures sont très longues» et «il faut avoir des relations». «Je vais revenir», assure-t-elle. «Mais je vais d'abord exercer quelques années au Canada en tant qu'avocate, le temps pour moi de mettre sur pied mes projets», explique celle qui s'est offert une préparation aux tests de langue en agence pour 210.000 francs CFA (320 euros).

Le domaine de l'émigration est «vertigineux et truffé d'arnaques», reconnaît Ghislain Ngongang, un consultant qui aide ses clients à obtenir des visas vers la France et le Canada. «Il y a au moins 200 agences à Douala» mais «très peu sont fiables», prévient-il, affirmant avoir fait partir 40 personnes depuis fin 2023. Sur les réseaux sociaux, des agences postent une myriade d'offres et promeuvent des destinations plus inhabituelles pour un résultat rapide: un visa étudiant en Biélorussie en 3 semaines pour 2.750.000 FCFA (4.200 euros), des postes de carreleurs recherchés à Dubaï, «premiers venus, premiers servis», un contrat de travail en Lettonie en trois mois...

## Suisse Genève met au ban les élèves frontaliers

Parents dévastés, enfants inquiets, communes et élus français en colère: les autorités cantonales de Genève ont décidé d'exclure les élèves frontaliers des bancs de leurs écoles, suscitant incompréhension et frustration côté français. Le bureau de Jean-Luc Pecorini, maire de la petite commune de Bossey en Haute-Savoie, surplombe la frontière suisse, située à environ 50 mètres de l'autre côté d'une route départementale. Au loin s'étend la ville de Genève.

Comme ailleurs dans la région, Bossey accueille des travailleurs frontaliers, dont de nombreux Suisses, qui ne peuvent plus se loger à Genève, une des villes les plus chères au monde. Aussi, M. Pecorini juge «abrupte» la décision genevoise, tombée en juin, de bannir dès la rentrée 2026 les élèves frontaliers, qui sont en très grande majorité suisses. «On n'est pas contents», réagit-il face à l'AFP, évoquant un sentiment partagé par d'autres maires français. Ouvrir une nouvelle classe coûterait quelque 80.000 euros, explique-t-il. Selon une source proche du dossier côté français, le nombre d'élèves concernés pour l'instant est d'environ 2.500, «mais par la suite c'est un flux continu d'élèves qui auraient été normalement scolarisés à Genève qui ne le seront pas». Le coût financier des conséquences de cette décision est évalué à 60 millions d'euros pour la France (coût de scolarisation et des infrastructures), plus par la suite environ 15 millions par an, selon cette même source.

### «CITOYENS SUISSES DE SECONDE ZONE»

Malgré les protestations et appels qui se multiplient, Genève demeure inflexible, invoquant le manque de places dans ses écoles et la pression démographique. «Les quelque 2.000 élèves frontaliers actuels qu'il ne faudra progressivement plus scolariser d'ici à 2029 correspondent à un peu plus de 200 pos-



tes de travail», principalement des enseignants, «soit une économie d'un peu plus de 27 millions sur 4 ans», ont indiqué les autorités genevoises à l'AFP.

Pour les parents, c'est l'incompréhension.

Roberto Balsa, un frontalière de 47 ans qui travaille dans l'informatique, déplore que Genève «mette dans la balance l'économie et les enfants». «La nouvelle a très brutale» y compris pour sa fille de 7 ans, à qui d'autres enfants «ont dit qu'elle était une frontalière et qu'elle n'a rien à faire» à l'école suisse, raconte-t-il. Une stigmatisation évoquée par beaucoup de parents concernés. Les familles sont d'autant plus choquées qu'elles sont en très grande majorité suisses. «On est devenu des citoyens suisses de seconde zone», se désole Joana, 35 ans et mère de deux enfants, qui souhaite garder l'anonymat par peur de représailles sur le plan professionnel. Comme de très nombreux frontaliers, cette jeune femme suisse, qui travaille dans le secteur de la santé, a quitté Genève en raison du manque de logements. «On a accepté de quitter notre logement insalubre au centre-ville pour nous installer en campagne, mais le fait de passer cette frontière était conditionné à cet accès à l'école» suisse, expose-t-elle.

### «TRÈS FORTE TENSION»

Certains parents se sont regroupés autour du collectif «Ecole pour tous». Des familles ont déposé des recours devant la justice à Genève, d'autres participent à une pétition en

ligne. A l'image d'Emmanuel, qui a requis l'anonymat pour se prémunir des critiques anti-frontaliers sur les réseaux sociaux. Père de quatre enfants, il juge la décision genevoise «discriminatoire», faisant valoir que les frontaliers paient leurs impôts à la source en Suisse, avec seulement un tiers reversé en France.

Au-delà de la mesure, l'absence de concertation a aussi choqué. En France, élus et représentants de l'Etat réclament la suspension de la décision pour ouvrir le dialogue. «L'ensemble des autorités françaises partage l'idée qu'on ne peut plus accepter que Genève, en raison du manque de logement, déporte l'accueil des travailleurs sur le territoire français sans réelle prise en compte de l'impact financier que cela génère», a indiqué la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes, à l'AFP.

En outre, a-t-elle relevé, «en renvoyant des élèves qui habitent en France, qui sont à 80% suisses et qui ont dans la quasi-totalité vocation à travailler en Suisse, Genève exporte la charge de la scolarisation en France alors que nos écoles sont déjà sous très forte tension en termes de capacité» dans cette zone appelée «France voisine» en croissance démographique constante. Florent Benoit, président de la Communauté de communes du Genevois, regroupant 17 communes de Haute-Savoie, se demande où va s'arrêter Genève «dans la sous-traitance» des politiques publiques. «Aujourd'hui on parle d'éducation, demain on parlera de quoi: des prisons?» tonne-t-il.

### Publicité

#### APARTEMENTS

■Vends F1 30 m² cuis, SDB, 1<sup>er</sup> C/V Oran + F2 68 m², 1<sup>er</sup> C/V Oran (café Clichy) + F2 50 m², 2<sup>e</sup> Miramar rue Nancy + F2, 1<sup>er</sup> + cour 80 m² à Belgaid à proximi moquée Mashallah + F3 64 m², 4<sup>e</sup> à Akid Lotfi à proximi polyclinique. Cabinet imm VICTORIA. Tél : 041.36.16.43 / 0552.58.43.72

■Vends un appartement au rez-de-chaussée, F2 qui peut servir un bureau pour profession libérale ainsi avec une cuisine séparée aux 226 logements CJR1 N° 1 ilot 33 Arzew Oran acté et livret foncier. Tél : 0784.51.17.05

#### VILLAS

■URGENT : A vendre villa actée 226 m², 2f, C/V Terga, 45 min d'Oran. Prix 1,3 nég + A louer appart Canastel, 3<sup>e</sup> étage 4,5U/mois, 10 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56 What- sApp : 0033620846445

■Vends maison maître 300 m², 16m façade, R+1 actée +L/F 150 m², reste dalle, composée 2 pces, 1 gd sal, gde cuis, gde cour avec 1 P, douche, WC + à côté petite cuis + 2 P, garage à l'entrée de Hassi Bounif/Oran - 0696.04.93.23 / 0697.65.78.39

#### PENSÉE

Pour

**BENTAGA**

**Hadj Mostefa**



Cela fait treize années depuis que tu nous as quittés en laissant derrière toi un grand vide. En cette occasion, je demande à tous ceux qui l'ont connu de prier et de réciter la Fatiha pour toi.

Ton fils Hadj Karim



2

09.50 Chacun son tour  
10.55 Tout le monde veut prendre sa place  
12.00 Journal  
12.20 13h15, le samedi  
13.00 C'est bon à savoir  
13.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
16.00 Affaire conclue,...  
16.55 Tout le monde a son mot à dire  
17.35 N'oubliez pas les paroles  
19.00 Journal  
19.30 20h30 le samedi

## 20.10 100 % logique : la réponse est sous vos yeux



100 candidats s'affrontent autour d'un quiz de logique et d'observation afin de tenter d'aller le plus loin possible dans le jeu et décrocher la cagnotte pouvant grimper jusqu'à 100.000 euros. Ils doivent répondre à une série de questions : de la plus facile (celle à laquelle 95 % des Français peuvent répondre) à la plus difficile (celle à laquelle seulement 1 % de la population est capable de répondre). Pour ce nouveau numéro, trois personnalités vont se prêter au jeu de la logique et soutenir les 100 candidats...

22.25 Quelle époque !

3

09.40 Chef pays  
10.15 Des régions gourmandes  
11.15 ICI 12/13  
11.55 Mon côté sud  
12.30 Samedi d'en rire  
14.00 Patinage artistique : Grand Prix de France  
16.25 Le jeu des 1000 euros  
17.05 Questions pour un champion  
18.00 ICI 19/20 édition toutes  
19.35 Cuisine ouverte

## 20.10 Meurtres à...



**Saison 11 - Ep. 4 : Meurtres à Meaux**  
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve,...

4

08.55 Bluey  
10.50 Manger, bouger, dormir  
10.54 Les Croods (Pré)histoires de famille  
12.20 Un jour, une question  
14.32 Foot 2 rue  
15.40 DreamZzz  
16.24 Héros à moitié

## 20.00 Les contes de Terremer



Depuis des temps immémoriaux, l'équilibre fragile qui régit Terremer est menacé, et une ombre grandissante s'étend sur les royaumes, semant désolation et désespoir. Les récoltes déperissent, les bêtes s'égarent, et les cœurs des hommes se remplissent de peur. Face à cette crise sans précédent, une lueur d'espoir subsiste : Épervier, le plus grand des magiciens, dont la sagesse et la puissance sont légendaires. Son voyage pour rétablir l'harmonie perdu commence, mais les défis qui l'attendent sont aussi immenses...

5

08.00 Peppa Pig  
08.55 Les Moodz  
09.10 SOS animaux orphelins  
09.45 Silence, ça pousse !  
11.40 Voyage à travers les couleurs  
12.40 Le Yukon, fleuve glacé d'Amérique  
13.27 Imprévus  
14.45 Vivre loin du monde  
16.25 C dans l'air  
17.55 C à vous  
19.00 Vu  
19.05 C à vous la suite  
20.00 C'est bon à savoir  
20.05 Echappées belles

arte

TMC

09.15 Les délices d'Emilie-Romagne  
09.45 Mongolie, une épopée nomade  
11.35 La couronne du Saint Empire  
15.50 Invitation au voyage  
16.30 Argentine, le médecin des montagnes  
17.05 Dans le sud de la Toscane  
17.50 Arte reportage  
18.45 Arte journal  
19.05 28 minutes samedi  
21.25 Dépression chez les hommes, un mal silencieux  
22.50 Court-circuit

09.00 Quotidien  
10.45 Coup de foudre pour le roi des films de Noël  
12.25 Neuf chatons pour Noël  
14.05 Noël, mon boss & moi  
15.50 Une famille cinq étoiles pour Noël  
17.30 Burger Quiz  
20.15 Columbo



22.10 90' Enquêtes



CINE + FRISSEON 19.50

## OBLIVION

Acteur: Tom Cruise, Morgan Freeman, Olga Kurylenko, Andrea Riseborough,...

En 2077, la Terre est un monde ravagé par une guerre nucléaire, et Jack Harper (Tom Cruise) est l'un des derniers humains chargés de l'extraction des ressources vitales restantes. Aux côtés de sa compagne Victoria (Andrea Riseborough), il opère une gigantesque foreuse qui transforme l'eau en énergie pour la colonie humaine établie sur Titan, une lune de Saturne. Leur routine est bouleversée lorsque Jack découvre une belle inconnue, Julia (Olga Kurylenko), échappée d'un vaisseau en détresse.



CANAL+ family 19.50

## CHAUD DEVANT !

Acteur: John Cena, Keegan-Michael, John Leguizamo, Brianna Hildebrand,...

A Redding, en Californie, Jake Carson et ses hommes, pompiers aéroportés aguerris, sont amenés à intervenir régulièrement sur de nombreux incendies, dont d'impressionnants feux de forêts. Mais Jake subit un revers quand une partie de son équipe le quitte pour rejoindre celle de Santa Barbara. Toujours soutenu par les fidèles Rodrigo, Mark et «Hache», Jake continue néanmoins à mener des sauvetages. C'est au cours de l'un d'entre eux que le pompier sauve Will Zoey et Brynn, des enfants pris dans le feu d'une maison.



CINE + PREMIER 19.50

## PRISCILLA

Acteur: Cailee Spaeny, Jacob Elordi, Dagmara Dominczyk, Ari Cohen,...

En 1959, Priscilla Beaulieu, une jeune collégienne de 14 ans, mène une existence tranquille à Bad Nauheim, en Allemagne, où son père, militaire, est stationné. Sa vie bascule lorsqu'elle croise le chemin d'un séduisant soldat qui l'invite à une soirée où se produit la légende du rock'n'roll, Elvis Presley (Jacob Elordi), alors âgé de 24 ans et en fin de service militaire. Fascinée par le charisme du chanteur, Priscilla est instantanément attirée par lui, malgré la différence d'âge qui les sépare.

# TÉLÉVISION

TF1

## 20.10 Star Academy



10.00 Téléshop-ping samedi  
10.45 Petits plats en équilibre  
10.50 Les douze coups de midi  
11.50 Petits plats en équilibre  
11.55 Météo  
12.00 JT 13h  
12.40 Grands reportages  
13.50 Reportages découverte  
15.10 Les Docs du week-end  
16.50 50mn Inside  
18.50 Petits plats en équilibre  
19.00 JT 20h  
19.45 Tirage du Loto  
19.50 Petits plats en équilibre

Apparue en 2001, l'émission « Star Academy » – qui a vu naître de nombreux chanteurs à succès tels que Nolwenn Leroy, Olivia Ruiz ou Jenifer – a fait son grand retour sur TF1 en 2022 après quatorze ans d'absence. Durant plusieurs mois, des chanteurs et chanteuses anonymes vivent ensemble dans le château de Dammarié-les-Lys pour y suivre un entraînement intensif avec des professeurs de renom destiné à les aider à donner le meilleur d'eux-mêmes. Lors de chaque prime, ils ont l'opportunité de chanter en direct seuls,...

22.30 Star Academy, l'arrivée au château

6

## 20.00 Matlock



09.10 Restyle  
09.55 66 minutes . grand format  
11.40 Météo  
11.45 Le 12.45  
12.30 Scènes de ménages  
13.20 Cauchemar en cuisine  
15.20 La roue de la fortune  
17.35 Tous en cuisine avec Cyril Lignac  
18.45 Le 19.45  
19.35 Scènes de ménages

**Saison 1 - Ep. 1 : La méthode Matty**  
Avocate à la retraite, Madeline Matlock, alias Matty, joue de sa ruse et de la discrétion que lui confère son âge pour s'immiscer lors d'une réunion du prestigieux cabinet Jacobson Moore à New York et décrocher un emploi. Sa perspicacité et ses méthodes peu orthodoxes font forte impression et la voilà mise à l'épreuve sur une affaire épineuse dont dépend la carrière de sa cheffe, Olympia Lawrence.

22.35 NCIS

CANAL+

## 20.00 Pau / Toulouse Rugby : Top 14



Le stade du Hameau épouse les formes d'une forteresse difficile à prendre cette saison. Dans leur antre, Axel Desperes et les Palois ont déjà fait tomber le Stade Français et Lyon. Deuxièmes du classement au soir de la 4e journée, les joueurs de Sébastien Piqueronies disputent un match charnière face aux Toulousains. En cas de victoire contre les champions de France en titre, Pau pourrait changer de statut et...

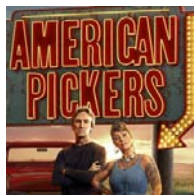
21.57 Canal Rugby Club le débrief  
22.17 MMA : ARES 35

PLANETE +

TFX

W9

08.20 American Pickers, la brocante made in USA  
11.21 Israël 1948 : se souvenir ou oublier  
13.25 La liste de Varian Fry  
14.41 Le génie des bâtisseurs  
16.33 Vikings, les premiers rois  
18.26 American Pickers, la brocante made in USA



08.10 One Piece  
09.10 Familles nombreuses : la vie en XXL  
18.50 Familles nombreuses : la vie en XXL  
20.10 Chroniques criminelles



09.10 Absolutement stars  
10.40 Génération Hit machine  
11.50 Desperate Housewives  
16.30 La petite histoire de France





**FLÉCHÉS N° 9399**

OUVRIERES EN TALON AIGUILLE								
SITE				DU KIF EPAULEE		PRONOM D'ACCORD ?		
			LE MONTANT					
			POSSESSIF					
					CAPITALE ASIATIQUE		MERE DU MONDE	
VIEILLE DEGOURDI JOUEUSES AU PANIER								
			QUATRE ROMAIN		POSSEDE 2EME FILS D'EVE ET D'ADAM			PAYS D'EUROPE CONFORME A LA LOI
BEAU TRAVAIL TANTALE				BETES LARGE VOIE URBAINE				
					REGIMBE ECOLIER TOUR			
						ENDROIT OISEAU MARIN LARCIN		
MESURE DE LONGUEUR POINTS OPPOSES				ENSUITE SE FIT DES ILLUSIONS				
					CONTRACTE NOTE			
BOUCLE, LIEN ISOLÉ						DEGRA- DEES, EN RUINE ARTICLE		

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1. Prospère.
2. Frontière de la Russie avec... la Russie.  
Guide de la navigation.
3. Fis emploi. Parla.
4. Mont de deux à Troie !  
Symbole du 68.
5. Sortis. Siège de goût.
6. Figure de marque.  
Crier sous bois.
7. Possessif. Deux à trois.  
Cri de guerre.
8. Sabre des oreilles Va  
comme on l'entend.  
Note de musique.
9. Punaise. Punaise !
10. Travail d'ordre.  
Du toc !

A. Equipement complet.  
B. Commis aux écritures.  
Sortir du bord de l'eau.  
C. Discours de partis.  
Grecque.  
D. Descente.  
Réfléchi.  
E. Personnel.  
Passé en grison.  
F. Tant de Merveilles !  
G. A la langue pendue.  
Vache.  
H. Appâts.  
Production de la clique.  
I. Fait une sortie de l'ordre.  
Sombres dans le malheur.  
J. Passages.

A	N	I	M	E	N	T	D	E	M	G	E	L	F	B
D	E	D	R	O	C	E	R	U	S	A	M	O	U	R
O	T	N	E	E	E	N	I	T	A	M	P	N	H	E
S	S	O	V	E	T	T	E	I	M	U	K	I	N	T
E	I	I	U	N	C	R	B	M	N	E	B	M	I	N
N	L	T	O	A	N	V	E	A	R	O	Y	E	T	E
O	T	A	R	I	E	A	I	U	U	H	E	H	S	M
I	T	T	T	U	R	S	T	D	N	M	R	C	E	E
S	E	I	E	E	E	A	I	I	E	I	E	O	F	L
L	T	P	R	N	L	C	R	R	O	R	R	I	I	A
U	I	I	E	I	E	E	U	E	A	N	F	N	N	C
P	U	C	M	T	N	T	P	O	T	N	O	G	I	I
E	S	E	R	N	I	N	N	E	D	E	A	L	R	M
R	N	R	E	A	A	A	R	E	C	I	T	P	I	A
T	E	P	F	C	B	T	E	S	R	E	V	L	A	S

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er raconte des bobards.
- Mon 2e signifie surnommé.
- Mon 3e est une mesure de temps.

Mon tout fait la manche.

1 R	2 A	3 M	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

2	14	2	7	5	3	5	9	11	13
4	15	16	1	12	15	9		2	10
2	14		5	10		14	2	8	5
11	15	2	13	11		1	10	5	9
	13		7	5	6	2		1	
11		7	5		6	10	15	9	13
5	6	2	9	13		13	2	10	11
6	2	9	12	2	16		13	5	
6	10	12	15		13	4	10	1	5
5		10		6	10	5	13		7
3	15	12	5	1	9	5		11	15
5	11	5			2	1	3	5	13
9	2		1	5	14		10	6	13
11	10	11	16	4	5	9	11		5
	11	16	5		13	16	5	16	1

**SUDOKU N° 9399**

	4	1		9		8		7
3			7			5		
			1			9	3	2
		4	8			2	7	
	9							
	7		2					4
		7			6			5
9			4			7	2	6
2	8		5		7			

**0**

**FLECHES N°9398**

Y	R	E	G	A	R	D	E	R
S	E		Y		N	E	T	
U		A	M	I		P	A	F
R	E	I	N		I	L		I
P	T		A	N		A	P	N
R	U	E	S		T	I	R	A
E	D	I	T	E	S			L
N	E		I		L	A	V	E
A	S		Q	G		N		M
N		A	U		O	T	E	E
T	I	R	E	T	S		U	N
E	R	E		B	E	R	E	T

A	C	H	E	V	E	M	E	N
---	---	---	---	---	---	---	---	---

A	C	H	E	V	E	M	E	N
L	E	U	R	P	T	O	R	D
T	U			O	P	A	L	E
E	X	I	G	E		L	I	S
R		L	E		S	E	N	A
N	E	S		C	U		T	
A	R		P	R	E	F	E	R
T	R	I	M	A		R	E	E
I	E	C		D	I	A		E
F	R	I	P	O	U	I	L	L

2	7	9	5	4	6	1	3	8
---	---	---	---	---	---	---	---	---

1	3	6	8	2	7	9	4	5
4	5	8	9	3	1	2	6	7
7	4	2	1	6	3	5	8	9
9	8	1	4	7	5	3	2	6
3	6	5	2	8	9	4	7	1
5	2	4	6	9	8	7	1	3
6	9	7	3	1	2	8	5	4
8	1	3	7	5	4	6	9	2

**CODÉS N° 9398**

1	I	2	R	3	O	4	A	5	N	6	S
7	E	8	T	9	U	10	L	11	P	12	D
13	C	14	V	15	M	16	G	17		18	
19		20		21		22		23		24	

**FOUILLIS N° 9398:**  
**BALLET (Bah ! - Les**



# 10 ERRORS





## Liban : le sud et l'est du pays bombardés par l'armée sioniste



Les avions de guerre de l'armée sioniste ont mené jeudi 12 frappes aériennes dans le sud et l'est du Liban, violant de nouveau le cessez-le-feu en vigueur depuis novembre 2024, a rapporté vendredi l'agence de presse libanaise ANI.

«Deux frappes ont touché Bnaafoul dans le sud, une troisième Khirbet Dweir entre Sarafand et Baysariyeh. Des jets de l'armée sioniste ont également bombardé la zone entre Roumine et Houmine (district de Nabatieh), tandis qu'un drone a frappé Marjayoun pendant la récolte d'olives», a précisé la même source.

Les districts de Sidon, Bint Jbeil et Baalbek ont été également ciblés, provoquant d'importantes explosions et la panique des habitants», a-t-on ajouté de même source.

Face à cette énième violation de l'intégrité territoriale du Liban, le président libanais Joseph Aoun a dénoncé «une volonté de l'entité sioniste de détruire les infrastructures productives et d'entraver la reprise économique sous prétextes sécuritaires.

## Deux morts dans un nouveau naufrage de migrants en mer Egée

Chios, en mer Egée, où une embarcation de fortune transportant 29 migrants s'est échouée vendredi, ont rapporté vendredi des médias locaux, citant des garde-côtes. «Lors d'une opération de secours de migrants (dont l'embarcation s'est échouée sur la côte rocheuse), deux femmes ont été découvertes sans vie et 10 personnes, dont trois blessées grièvement, ont été transférées à l'hôpital de Chios», a précisé un responsable du bureau de presse des garde-côtes.

Au total, 27 personnes ont été secourues, selon la même source, qui n'a pas précisé leur nationalité.

Proche des côtes occidentales de la Turquie, Chios comme d'autres îles grecques telles que Lesbos sont l'une des principales portes d'entrée des migrants en quête d'asile dans l'Union européenne. Ces traversées périlleuses sont souvent fatales: le naufrage à Chios est le second en 10 jours en mer Egée.

Le 7 octobre, quatre corps avaient été repêchés par les garde-côtes au large de Lesbos après le naufrage de leur embarcation gonflable transportant au total 38 migrants.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Le Congrès espagnol rejette la modification de l'accord commercial UE-Maroc



Le Congrès espagnol a rejeté la récente modification de l'accord commercial entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, apportée par la Commission de l'UE, incluant les produits issus du Sahara occidental, en violation flagrante de l'arrêt de la Cour de justice européenne (CJUE) exigeant un consentement préalable du peuple sahraoui, selon un média espagnol.

«La motion déposée par le parti Vox contre la modification de l'accord commercial entre l'UE et le Maroc pour inclure les territoires du Sahara occidental dans l'accord, a reçu le soutien du Congrès des députés qui rejette la manœuvre de la Commission européenne pour contourner l'arrêt du 4 octobre 2024 de la CJUE qui a déclaré cette pratique illégale», a rapporté jeu-

di le quotidien El Debate.

Selon ce dernier, «le parti dirigé par Santiago Abascal a esquissé une stratégie pour garantir la survie de la campagne espagnole et, parmi les mesures demandées, a obtenu le soutien de la Chambre basse pour faire avancer une de ses revendications clés, encadrée dans la défense des intérêts du secteur primaire et de la production nationale».

## Des millions de manifestants anti-Trump attendus aujourd'hui à travers les Etats-Unis

De New York à San Francisco, de Chicago à Atlanta, des millions de manifestants sont une nouvelle fois annoncés à travers les Etats-Unis samedi pour protester contre la politique de Donald Trump et «défendre la démocratie» à l'appel du mouvement «No Kings» (Pas de rois).

La précédente journée nationale de mobilisation de cette coalition qui s'oppose à Donald Trump et regroupe quelque 300 organisations avait déjà rassemblé plusieurs millions de personnes à travers le pays mi-juin - le jour même du défilé militaire or-

ganisé par le président républicain à Washington. C'est jusque-là la contestation la plus massive depuis son retour à la Maison Blanche.

Face aux «abus de pouvoir de Donald Trump et de ses alliés», «nous ne nous laisserons pas réduire au silence», promet-elle. Des rassemblements sont également annoncés à Washington, Boston ou encore La Nouvelle-Orléans - des villes où Donald Trump a déjà, pour la première, ou envisage, pour les deux autres, de déployer des militaires pour s'y attaquer à sa manière à la criminalité.



## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LE PAYSAGE URBAIN À L'ORDRE DU JOUR

L'immense élan donné sans perspective et sans réflexion à la construction a, par endroits, engendré des conséquences incompatibles avec le déploiement raisonné de la population.

Constructions d'habitations sur les terrasses des immeubles, empiètements sur la voie publique, bâtisses non achevées, non-respect des normes légales ne sont que des exemples du lot des travers qui défigurent l'urbanité. Par manque de vision, les conséquences urbanistiques s'étalent jusqu'à démontrer la désharmonie évidente entre les différents secteurs chargés de garantir la sérénité et la juste mouvance de la population.

## Pénurie de carburant au Mali après un mois de blocus jihadiste



Au Mali, chaque entrée dans Bamako de camions-citernes escortés par l'armée est désormais un exploit, conséquence d'un blocus jihadiste en cours depuis un mois sur le carburant importé des pays voisins et dont la pénurie commence à perturber fortement ce pays sahélien enclavé.

Depuis le mois de septembre, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, s'attaque aux camions-citernes de carburant venant notamment du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, par où transite la majorité des biens qu'importe le Mali.

Malgré les escortes de l'armée malienne, plusieurs camions ont été incendiés, des chauffeurs et militaires tués ou enlevés dans des embuscades jihadistes.

Après un mois de blocus jihadiste, le stock de sécurité de l'Office national des produits pétroliers (ONAP), censé couvrir trois jours de consommation nationale, est désormais «épuisé», car déjà injecté dans le circuit de distribution, indique l'organisme à l'AFP.